

<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?269-notes-sur-l-autonomie-collective-a>



Notes sur l'autonomie collective à partir de C.Castoriadis

- Nos textes - Textes de sympathisants - Anonymes -

Date de mise en ligne : samedi 7 novembre 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Mémoire de Maîtrise de Science Politique, 1996.

Sommaire

Introduction

I. Critiques du socialisme bureaucratique et du capitalisme moderne

A. Le marxisme et le socialisme réel

1. Le pouvoir socialiste en URSS et les soviets : une bureaucratie ouvrière

2. Marx et le pouvoir bolchevik

B. La critique du capitalisme moderne

1. Le socialisme Â« réel Â» et le capitalisme occidental face à l'autonomie ouvrière

2. De la social démocratie au social libéralisme : les causes et conséquences d'une évolution et d'un échec

II. L'autonomie comme projet individuel et collectif

A. Le Â« germe historique Â» du projet d'autonomie : Les institutions démocratiques sous l'antiquité

1. Naissance de la polis démocratique

2. L'autonomie comme mutation anthropologique

B. L'individu au centre de la communauté

III. Vers une société autonome fédéraliste et écologique comme alternative à nos institutions économiques et politiques actuelles

A. Critique des institutions modernes

1. Le rapport à l'environnement dans une économie de croissance

2. Critique de la gauche alter mondialiste : l'impasse réformiste

B. Vers une démocratie radicale et écologique

1. Des Institutions politiques populaires

2. Des institutions économiques démocratiques

Conclusion

BIBLIOGRAPHIE

Introduction

L'institution imaginaire de la société (1975) et l'ensemble des publications réunies sous le titre Les Carrefours du labyrinthe sont des ouvrages majeurs dans l'oeuvre de Cornélius Castoriadis (1922-1997), philosophe, économiste et psychanalyste. Il y explique les raisons et conditions de son « Projet d'autonomie ». Les prémisses¹ de ce projet, ont été exposés dans la revue « Socialisme ou barbarie » durant la période 1948-65. Cette revue réalisée par Castoriadis et Claude Lefort entre autres s'est évertuée à dénoncer le mirage socialiste de l'Union soviétique et construire les bases du Projet d'autonomie. Une société autonome serait constituée d'individus autonomes, c'est à dire raisonnés et critiques envers leurs institutions (politiques, économiques et culturelles) dans le but de se libérer de l'aliénation inhérente à celles-ci. Le projet de Castoriadis s'apparente à un programme pour une démocratie radicale basée sur la démocratie directe et l'autogestion où l'ensemble des individus aurait, selon lui, un réel pouvoir de décision sur leurs institutions et leurs vies.

Des auteurs comme Takis Fotopoulos dans « Vers une démocratie générale »² et de façon moindre Murray Bookchin dans « Une société à refaire »³, se sont explicitement inspirés du travail de Castoriadis. Leurs ouvrages de tendance libertaire, alors que Castoriadis ne s'affirme pas libertaire mais socialiste, proposent leur conception d'une société radicalement démocratique incluant une critique de la domination capitaliste et étatique (socialiste ou libéral). Selon ces trois auteurs, un changement radical est nécessaire pour qu'advienne une société d'individus et d'institutions autonomes. Ils ont observé une crise de la représentation, un conformisme généralisé, un individualisme croissant, une inégalité dans la répartition des richesses et la destruction accélérée depuis une trentaine d'années de notre écosystème. Ces derniers imputent les institutions actuelles, la démocratie représentative et l'économie capitaliste entre autres, comme responsables des maux évoqués précédemment.

La question principale qui va guider ce travail est la suivante : « Le projet d'autonomie développé par Castoriadis, de tendance socialiste et libertaire (fédéraliste, anticapitaliste, écologique), peut-il se poser comme alternative aux institutions culturelles, étatiques et capitalistes actuelles ? »

Ainsi, la possibilité et la nécessité de l'instauration d'une société autonome ou en d'autres termes d'une démocratie véritable, imposent le passage par plusieurs étapes de critiques. Une réflexion sur le socialisme soviétique puis sur les institutions grecques antiques sont nécessaires à la compréhension et la conceptualisation ensuite de ce que pourrait être une société réellement démocratique. L'avènement d'une collectivité d'individus autonomes ayant une validité ou non.

La première partie exposera un critique du « socialisme réel » réalisé dans l'Union soviétique et du capitalisme libéral moderne. Cornélius Castoriadis et d'autres auteurs exposent les causes selon eux de l'échec du socialisme étatique et de la crise des institutions dans nos sociétés actuelles. Un projet démocratique radicale si il veut exister repose d'abord sur une critique du projet socialiste étatique qualifié d'oligarchique (concentration économique et

politique) tel qu'il a existé en URSS jusqu'à la fin des années 80, du social libéralisme actuel ainsi que des partis écologistes et d'extrême gauche.

La seconde partie de ce travail aura pour objet de montrer, expliciter ce qu'est le projet d'autonomie ainsi que ses conditions pour sa réalisation. On montrera tout d'abord que la mutation anthropologique révolutionnaire, à la base du projet d'autonomie de Castoriadis, doit se réaliser à travers la paideia. C'est l'élément nécessaire pour que chaque individu ait les capacités de discuter les lois et délibérations des institutions démocratiques qu'il a lui-même créées.

Dans la troisième partie, le point des auteurs permettra tout d'abord une critique des positions de la gauche social-libérale, des partis écologistes et de l'extrême gauche dite « alter mondialiste ». Ces organisations politiques traditionnelles ou non ont pris position face aux changements engendrés par l'économie capitaliste mondialisée. Ensuite, après exposition des différents projets de démocratie alternative une analyse nécessaire sur la pertinence et la validité de ceux-ci sera proposée.

I. Critiques du socialisme bureaucratique et du capitalisme moderne

Le travail de Castoriadis à la formulation théorique du projet d'autonomie trouve ses origines dans la critique du socialisme soviétique. Les bases de l'autonomie se trouvent dans les conseils ouvriers face à au pouvoir bureaucratique.

A. Le marxisme et le socialisme réel

1. Le pouvoir socialiste en URSS et les soviets : une bureaucratie ouvrière

Selon Castoriadis, le socialisme soviétique tel qu'il est exposé généralement à notre époque présente une société centrée autour d'un Parti-Etat centralisant tous les pouvoirs (politique, économique et culturel). Celui-ci a été institué après la révolution bolchevik de 1917.

L'émancipation ouvrière n'a pu advenir concrètement. L'avènement d'un capitalisme bureaucratique disséminé sous l'apparence du communisme a construit une société très peu démocratique. Durant son travail à la publication de la revue « Socialisme ou Barbarie », il n'a eu de cesse de dénoncer le mensonge du projet communiste de l'URSS. L'idée d'une société égalitaire s'est vite révélée être une bureaucratie oligarchique où les membres du parti avaient tous les pouvoirs. Bien avant que l'on dénonce les goulags sous Staline dans les années 80, Castoriadis a dénoncé l'absence de liberté dans la libre association politique et critique du pouvoir. En dehors du parti communiste il n'y avait pas d'organisations indépendantes (partis d'opposition, syndicats...) non communistes. Une plus grande liberté d'expression existait à l'époque en occident. Une institutionnalisation de la répression est née sous l'apparence d'un projet de libération socialiste. L'image du projet soviétique symbolisé par la planification socialiste représente l'appropriation de l'expression des travailleurs. Une élite ou avant garde censée lutter pour le peuple, s'est emparée de tous les appareils. Celle-ci s'est imposée idéologiquement après la révolution bolchevique d'octobre 1917.

Avant l'arrivée au pouvoir du parti bolchevik, une structure d'organisation ouvrière décentralisée se proposait d'instituer une société des soviets (conseil en russe). Les soviets créés en 1905 étaient, d'après Cornélius Castoriadis, le symbole de l'auto organisation des travailleurs ayant un pouvoir sur leur activité professionnelle. Ces derniers devaient organiser la gestion des institutions politiques et économiques de façon la plus démocratique

possible. Ils étaient pour lui « une nouvelle forme d'auto-organisation collective démocratique »⁴. Les soviets représentaient un « germe » de société autonome tout comme les conseils populaires de la commune (1871) en France, et les institutions de l'antiquité grecque sur lesquelles nous reviendrons parce qu'elles constituent une source fondamentale du projet d'autonomie. Dans les faits, l'organisation politique et productive prendra une ampleur importante en 1917 et se prolongera dans les comités de fabrique. Ceux-ci sont très actifs et nombreux pendant la période 1917-1919 et même jusqu'en 1921.

Lénine a créé le parti bolchevik. Et peu de temps après la révolution d'octobre 1917, lorsque il a pris le pouvoir celui-ci s'est emparé du contrôle des soviets : « Il les a transformés en instruments et appendices de son propre pouvoir »⁵ d'après Castoriadis. Le « socialisme réel » dénoncé par Fotopoulos et Castoriadis était profondément liberticide dans sa structure. Tout était organisé sur le principe d'une structure hiérarchique gérant l'ensemble des rapports sociaux, économiques et politiques. Le parti très hiérarchisé est devenu un modèle pour tous les secteurs de la vie publique en union soviétique. Dans la production les relations hiérarchisées de la structure productive ne permettaient pas aux ouvriers de donner leur avis. Tout était décidé par une élite, des experts non élus ou révocables. Ces ouvriers étaient en relation avec les chefs de la section du parti qui planifiaient la production (horaires, rythme...). Sur le modèle du parti communiste bolchevik dirigé par Lénine, la gestion de la production se faisait de façon verticale et non démocratique d'après Castoriadis. La démocratie était absente des usines comme de la vie publique et politique dans les pays de l'URSS. Toute l'organisation était centralisée et verticale. Le pouvoir appartenait à une élite bureaucratique au dépend du peuple. L'ensemble des institutions était organisé autour du parti ouvrier sur un mode centralisé. L'idéologie politique était aussi dirigée dans le but d'une fabrication d'un nouvel homme « stakhanoviste », membre du parti communiste et ouvrier spécialisé. Un culte était voué à cet ouvrier mythique ayant été capable selon la légende de travailler pendant plus d'une dizaine d'heures d'affilée sans s'arrêter.

Les conseils ouvriers ou soviets ont abouti à l'avènement d'un pouvoir étatique, centralisé et bureaucratique. Les ouvriers ont été dépossédés de leur pouvoir de décision sur la production et la répartition des richesses. La logique centralisatrice du parti communiste s'est opposée très vite aux velléités d'auto gestion politique et économique. Les socialistes anarchistes reprochent aux différents dirigeants de l'URSS depuis plus d'un siècle, d'avoir réprimé toutes les tentatives ou velléités d'autonomie. Selon eux le parti bolchevik mené par Lénine a transformé le projet socialiste en bureaucratie autoritaire, où il avait tous les pouvoirs sur l'ensemble de la société (économie, politique, culture). Le parti communiste soviétique a en effet créé une élite détenant tous les pouvoirs. La société russe vivait d'après Castoriadis, sous un régime capitaliste bureaucratique et non pas dans une société socialiste. Celle-ci aurait dû être basée sur une distribution plus équitable des pouvoirs et des richesses. La classe possédante bourgeoise a été remplacée à la fin de la révolution par une oligarchie bureaucratique. Cette nouvelle classe s'est appropriée le pouvoir de décision sur tous les secteurs (économie, politique, culture...) en rejetant le principe démocratique institué dans les soviets. La question selon Castoriadis, ne devait plus être de lutter contre une classe possédante mais contre le rapport « dirigeant / exécutants » institué. Il souhaitait que ce régime social inégalitaire soit aboli. La lutte pour l'autonomie devait être celle des travailleurs contre l'élite bureaucratique du parti communiste tout puissant.

La bureaucratie est définie par Cornélius Castoriadis comme une : « une structure sociale dans laquelle la direction des activités collectives est entre les mains d'un appareil impersonnel organisé hiérarchiquement, supposé agir d'après des critères et des méthodes «rationnelles» , privilégié économiquement et recruté selon les règles qu'il édicte et applique lui-même »⁶. La Bureaucratie joue un rôle en tant que couche sociale essentiellement liée à la structure de la société de classe, elle tire son existence de la division de la société en classes. Le régime soviétique se présente comme une « forme nouvelle où la bureaucratie c'est-à-dire l'ensemble des personnes qui constituent l'appareil étatique, dans toutes ses ramifications occupant une place centrale et dominante »⁷

L'organe bureaucratique a installé un pouvoir absolu sur l'ensemble de la vie sociale renforcé par sa maîtrise des moyens de coercition. La philosophe allemande Hannah Arendt a comme Castoriadis, qualifié le système bureaucratique de totalitaire. Elle l'a apposé sur le pouvoir socialiste soviétique et le nazisme. Elle explique que le totalitarisme se distingue des autres régimes autoritaires par l'appel aux masses (participation spontanée ou

mobilisation forcée), l'organisation bureaucratique et « l'institutionnalisation de la terreur et du secret »⁸.

Castoriadis nous dit qu'il a vu dans le capitalisme, le principal responsable du développement de la bureaucratie : ainsi la classe capitaliste a créé une administration surdimensionnée et parasitaire afin de maintenir sa domination. La bureaucratie est d'essence capitaliste tout comme la société de classe. La bureaucratie ouvrière ne sert pas les intérêts de la classe ouvrière mais les siens. Ceux-ci sont contradictoires. Elle a acquis une puissante autonomie par rapport à la société nous dit Castoriadis. Elle s'est appropriée l'organisation et l'avenir des prolétaires en maintenant le pouvoir dans tous les domaines arbitrairement et de façon oligarchique. Le pouvoir politique et la gestion de la production étaient liés dans l'URSS de Lénine à son achèvement à la fin des années 80.

La critique du pouvoir socialiste soviétique bureaucratique, faite par Castoriadis a été le point de départ de son projet d'autonomie. Le rejet de toute autonomie laissée aux ouvriers dans l'ensemble de leurs activités par l'organisation bureaucratique fut le moteur principal de son projet révolutionnaire. Il affirmait le principe nécessaire d'une émancipation totale des travailleurs. Les raisons de cet échec sont d'après Castoriadis à chercher dans les théories du philosophe Karl Marx et l'emploi qui en a été fait par le pouvoir bolchevik.

2. Marx et le pouvoir bolchevik

Selon Castoriadis, le mouvement socialiste de tendance libertaire initié en théorie par Karl Marx a perdu en radicalité et a été absorbé par le socialisme autoritaire soviétique. Marx a été à l'origine par ses écrits de l'idéologie défendue par la bureaucratie soviétique dès les années 20. Castoriadis a parlé d'une dégénérescence du socialisme révolutionnaire marxiste. La doctrine marxiste a été récupérée par le capitalisme, idéologisée. Elle est devenue un dogme et le symbole entre autres d'une économie capitaliste bureaucratique. Cette économie symbolise le productivisme industriel, l'accumulation des richesses et le rationalisme scientifique. D'après Castoriadis, le marxisme a amené le pouvoir total du parti état centralisateur et hiérarchisé. Lénine et Trotski se sont inspirés des écrits de Marx pour fonder leur projet d'un communisme étatique. L'état bolchevik dirigé par Lénine, son guide, a institué une domination politique, économique et culturelle. Chez Marx, la lutte des classes est comprise à l'intérieur des rapports de production. Les sociétés modernes se fondent comme la réalisation d'un ordre d'exploitation où il y a ceux qui possèdent les moyens de production, la bourgeoisie, et ceux qui n'ont que leur force de travail qu'ils doivent vendre à cette bourgeoisie, le prolétariat d'après Karl Marx. La bourgeoisie accumule la plus-value et le profit en s'accaparant le fruit du labeur des masses prolétariennes. Cette histoire se poursuit comme l'évolution de la lutte des classes, comme le pensait Marx. Dans ce cadre, pour détruire l'exploitation capitaliste, le prolétariat était conduit par ses déterminations à s'organiser en parti, en forgeant l'unité de ses forces en érigeant le parti de sa classe, le Parti Communiste. C'est celui qui devait par l'organisation, la propagande et la révolution armée prendre le contrôle de l'État. Ce dernier devait normalement établir la dictature du prolétariat, qui devait elle-même peu à peu amener l'État à se détruire pour réaliser la société communiste, sans classes, sans capitalisme, sans État... Cette histoire se réalisait dans un nouvel ordre d'exploitation. Le pouvoir de coercition étatique s'imposait à tous et toutes, la volonté autonome des humains/humaines n'y était pour à peu près rien. Cette façon de penser l'histoire et de la faire s'avérait déterministe, impérative, contre toute forme d'autonomie individuelle et sociale.

Qu'est-ce qui a fait que le marxisme, en devenant idéologie, a accouché de la bureaucratie étatique ? Certes, on peut évoquer le positivisme scientiste de l'époque, et sa foi illimitée dans la technique. Mais cela ne serait sûrement pas suffisant. Pas plus que ne serait réaliste une volonté de refonder le marxisme en prenant pour base les écrits du jeune Marx. Il ne s'agit pas de fournir une théorie de la dégénérescence du marxisme en une idéologie sclérosée qui n'existe plus que comme discours de justification des bureaucraties « populaires ».

A partir de ce constat, la condition pour que le projet d'autonomie ouvrière s'impose c'est d'élaborer une conception « qui puisse inspirer un développement infini, et, surtout, qui puisse animer et éclairer une activité effective »⁹. L'ambition originelle du marxisme était d'en appeler à l'action humaine pour abolir « l'état existant des choses ».

On a vu qu'à cette ambition originelle s'était greffé, et peu à peu substitué, un système totalisant prétendant mettre en évidence les Â« lois de la dialectique Â» à travers le développement des forces productives. La praxis marxiste a perdu de sa substance : Â« L'idée de la vérification par Â» l'expérimentation ou la pratique industrielle Â« prend la place de ce que l'idée de praxis présuppose, à savoir que la réalité historique comme réalité de l'action des hommes est le seul lieu où les idées et les projets peuvent acquérir leur véritable signification Â».10 S'il ne s'agit plus de transformer le monde, mais de fournir la théorie vraie du changement social, la politique est ravalée au rang de technique, et doit être confiée à des techniciens : les théoriciens du Parti bureaucratique bolchevik. Dans l'action politique des institutions autonomes ou populaires sont d'après Castoriadis, nécessaires à la réussite du projet. Il doit se concrétiser par l'abandon de toute idée de parti état ouvrier bureaucraté, comme cela a existé dans l'URSS. Une élite quelle qu'elle soit n'a aucune légitimité à s'approprier le pouvoir économique et politique. Castoriadis rejette toute avant-garde prétendant représenter le peuple dans la praxis ou l'agir politique. Le projet d'autonomie doit exister par et pour la praxis révolutionnaire. Elle est indissociable de l'idée d'une autonomie individuelle et collective. La praxis a pour projet l'auto création sociale, intellectuelle et morale pour l'ensemble des individus. Et ceci dans le but d'une plus grande liberté. Elle doit appliquer concrètement les principes de l'autonomie.

B. La critique du capitalisme moderne

Cornélius Castoriadis compare l'organisation de la bureaucratie soviétique avec celle au pouvoir en occident. De ce fait dans toute société de type étatique qu'elle soit sous une forme socialiste ou libérale, le constat est similaire que tous les pouvoirs sont détenus par une minorité dans chaque état moderne.

1. Le socialisme Â« réel Â» et le capitalisme occidental face à l'autonomie ouvrière

Cornélius Castoriadis décèle dans la société capitaliste la racine profonde de son système de domination, son irrationalité, sa crise essentielle qu'il assimile très vite au capitalisme occidental. Le projet d'autonomie est radical et révolutionnaire car il propose une critique systémique mais aussi institutionnelle. Il s'attaque à la racine idéologique du socialisme bureaucraté soviétique. Ainsi face à ces institutions, le projet socialiste sur le principe de l'autogestion généralisé doit proposer tout d'abord une critique du socialisme Â« réel Â», réalisé quelques décennies auparavant. Ses valeurs telles que la centralisation étatique politique et la volonté d'expansion de la maîtrise rationnelle dans l'industrie en plein essor. Le projet d'autonomie est radical et révolutionnaire car il propose une critique systémique mais aussi institutionnelle. Il s'attaque à la racine idéologique du socialisme bureaucraté soviétique. Ainsi face à ces institutions, le projet socialiste sur le principe de l'autogestion généralisé doit proposer tout d'abord une critique du socialisme Â« réel Â», réalisé quelques décennies auparavant. Ses valeurs telles que la centralisation étatique politique et la volonté d'expansion de la maîtrise rationnelle dans l'industrie en plein essor.

Un projet alternatif à la démocratie représentative et l'économie libérale moderne doit s'atteler à une critique de ce qui a été fait dans l'histoire. Ainsi, les deux systèmes économiques Est/Ouest sont qualifiés par Takis Fotopoulos d'oligarchiques et les accusent de créer des sociétés inégalitaires. Ils participent à la Â« crise multidimensionnelle Â»11 présentée en introduction de ce travail. Ces deux formes capitaliste et étatique, partagent une idéologie commune qui est la croissance illimitée et la productivité maximum de biens de consommation. Il a dénoncé le mensonge qui opposait sur le fond le capitalisme libéral et bureaucraté. Ces deux types de sociétés sont gérées par une bureaucratie et organisées autour d'une économie d'accroissement sans limite. Fotopoulos les décrit comme s'étant fondé sur une inégalité dans la distribution des pouvoirs, des richesses (surtout pour le capitalisme occidental) et sur la surproduction de biens. Elles se distinguent toutefois par le mode d'allocation des ressources un peu plus égalitaire selon Castoriadis dans l'économie socialiste par rapport à l'économie de marché occidentale.

Le capitalisme est né au XVI^{ème} siècle présentant un humanisme anthropocentrique où s'élevait la prétention de dominer la nature d'après Castoriadis. Cette prétention s'est développée dans la science, dans la technique et finalement dans l'économie industrielle. L'économie industrielle a étendu l'arraisonnement de la nature à l'homme

lui-même devenu ressource comme le reste. Le principe de la gestion économique, comme principe de gestion sociale, est celui de la rentabilité maximale, qu'il s'agisse du profit d'investisseurs privés ou de celui de l'État comme investisseur collectif. Gestion capitaliste et communiste participent au fond à un même courant, dont l'origine remonte à quelques siècles en Europe, et que l'on a qualifié d'esprit du capitalisme. L'idéologie capitaliste engendre la croissance de la production et de la consommation qui deviennent des fins en soi tandis que le travail est placé au centre de la vie sociale. La culture, au sens le plus large du mot, tend alors à se réduire à un simple facteur de production ou à un simple marché à exploiter.

L'évolution du capitalisme s'est faite à travers la mise en place de la division du travail dans les manufactures. La division du travail taylorienne dite « Organisation scientifique du travail »¹² a été imaginée par F. Taylor pour rationaliser la production au début du XX^e siècle. Le mode de production se à la chaîne, a été mis en place dans les usines Ford aux Etats-Unis vers 1910. La spécialisation était la caractéristique de cette organisation. L'O.S.T est ainsi devenue le symbole d'une économie rationalisante. Celle-ci s'est répandue par la suite à travers le monde. Le socialisme d'URSS, a proposé un système de production similaire à celui utilisé dans les usines américaines puis européennes selon Castoriadis. Dans la revue « Socialisme ou Barbarie » dès le début des années 50, il assimile l'organisation soviétique au mode de production pratiqué dans les usines occidentales (Ford, Renault...). Ces deux modes de production sont basés outre la rationalisation maximale, sur la division des tâches productives et la productivité maximum. Une hiérarchie est instituée pour l'organisation et les prises de décision.

Dans les deux types de capitalisme les travailleurs sont dépossédés de leur force de travail. Il y a selon lui une ressemblance entre les deux systèmes : le « socialisme réel » ne conduit pas à la liberté des êtres humains pas plus que le « capitalisme réel ». Mais Castoriadis attaque le marxisme jusqu'à son contenu, jusqu'à sa théorie économique même, qu'il juge évolutionniste, socio-centriste, « à la fois économiquement fausse et politiquement nuisible »¹³. Il rappelle que « ses prédictions, telles l'accroissement du taux d'exploitation ou la paupérisation, ne se sont pas réalisées »¹⁴. Il signale en outre que Marx suit le modèle des sciences de la nature : il énonce des lois prétendues objectives d'une économie prétendue mécanique. Ce faisant il rejoint les théories capitalistes et déterministes de la rationalité économique, où l'économique est un système prédominant, séparé du reste des relations sociales, et où il constitue la seule motivation de l'agir humain. Le marxisme reste donc ancré dans l'optique capitaliste, ce qui rend d'autant plus facile sa réabsorption, sa récupération par les logiques d'oppression capitalistes (bureaucratisme...). Réduit à l'impuissance à la racine, contaminé par la pensée dominante, le marxisme n'en est pas moins dangereux, véhiculant par exemple des significations capitalistes dans le monde ouvrier... Pour Castoriadis, « le marxisme fait partie intégrante du » monde hérité « et à ce titre il constitue un obstacle sur la voie du mouvement révolutionnaire »¹⁵. Le socialisme soviétique a échoué à bâtir un système alternatif au capitalisme occidental en concurrence à l'époque. Pour Takis Fotopoulos, cet échec décrit une « incompatibilité fondamentale entre son projet et l'aspiration au partage égalitaire du pouvoir économique et social entre tous les citoyens »¹⁶.

La première raison de l'échec du projet révolutionnaire socialiste a été on l'a vu son association à une économie de croissance similaire à celle pratiquée en occident. Une démocratie radicale ne devrait donc pas s'inspirer de ce modèle institutionnel historique. La question du pouvoir étatique dans l'économie capitaliste va être l'objet de la partie suivante.

2. De la social démocratie au social libéralisme : les causes et conséquences d'une évolution et d'un échec

La social-démocratie a été instituée au XIX^e siècle sous la forme d'une économie étatique. Celle-ci prônant la plus grande égalité possible dans la répartition des richesses. Le « socialisme réel » en URSS planifiait l'économie de la production à la répartition vers les travailleurs ouvriers. La social-démocratie en Europe a elle tenté dans l'après seconde guerre mondiale d'instituer une société mixte. L'organisation économique associait un puissant service public et un état intervenant dans l'économie. Ce modèle propre à beaucoup d'états occidentaux a été remis en cause et a connu d'importantes modifications depuis maintenant une trentaine d'années.

Ces changements sont principalement dus à la croissante volonté de mondialisation des échanges commerciaux par les entreprises capitalistes principalement occidentales. Ces changements ont inévitablement affectés des systèmes économiques où l'état est depuis toujours fortement investi dans la gestion des ressources et leurs répartitions. Takis Fotopoulos distingue deux modèles dominants dans le monde : le modèle américano-britannique prônant la libéralisation maximum et le modèle rhénan, le marché social. Le modèle britannique a gagné. En effet, face à la mondialisation libérale le modèle rhénan qu'il qualifie de « vestige étatiste de la marchandisation » ne peut survivre dans l'internationalisation croissante de l'économie de marché. Le terme de « marchandisation » peut être traduit par marchandisation, ou la domination de l'économie de marché comme système d'allocation des ressources. Pour survivre les économies du modèle rhénan auraient dû s'adapter en dérégulant très vite au début des années 90 les marchés ce qui veut dire diminuer le contrôle de l'état. Les conséquences ont été, face à la mondialisation néo-libérale, un ralentissement durable de la croissance économique, la fuite des capitaux et enfin l'explosion du chômage dans la majorité des pays industrialisés comme l'Allemagne ou la France. La réaction de ces états, qu'ils soient officiellement pour ou contre la domination de la logique de marché (libéraux ou socialistes), dont les économies ont été durement touchés par la crise, a été de libéraliser le marché du travail et restreindre l'Etat-providence. Les gouvernements classés à droite ou à gauche en Europe ont signé en 1992 le traité de Maastricht puis d'Amsterdam en 1997 instituant un consensus néo libérale. De fait explique encore Fotopoulos ces traités signés, la communauté européenne était officiellement installée dans l'économie de marché mondialisée et sa logique.

L'économie moderne en Occident peut être définie de cette façon : la force étatique s'est associée à une économie capitaliste mondialisée régulée par des institutions dites démocratiques (OMC, FMI, ONU) mises en place successivement depuis 1945. La mondialisation « néolibérale » a trouvée ses bases dans des organisations censées représenter l'ensemble des gouvernements, des nations membres et donc des peuples. L'économie capitaliste était principalement nationale, c'est-à-dire que les structures de production d'une entreprise française par exemple se trouvaient en France. Fotopoulos considère que la rupture et l'émergence de la mondialisation à une cause : « La crise du début des années 1970...n'était pas essentiellement due aux chocs pétroliers, mais avait une cause bien différente : le degré d'internationalisation alors atteint par l'économie de marché n'était plus compatible avec l'étatisme »¹⁷. L'Etat social démocrate protégeait la société du marché. La croissance reposait à 90 % sur la demande intérieure. Ainsi, « le travailleur organisé avait les moyens d'imposer des augmentations de salaire qui dépassaient sensiblement celles de la productivité »¹⁸. Pour Fotopoulos, le libre-échange a été le meilleur moyen de « détruire l'indépendance des économies locales autocentrées et de les intégrer à l'économie de marché internationalisée ». Il propose d'aller à l'encontre du discours faisant des économies et entreprises occidentales les victimes de la mondialisation économique.

L'économie capitaliste a été théorisée comme ayant besoin d'une très grande liberté de fonctionnement par rapport aux institutions étatiques. Malgré ces principes incluant un affaiblissement étatique, les états et institutions modernes continuent toutefois à réguler plus ou moins les marchés ce que ne dit pas Takis Fotopoulos. Le concept de « main invisible » cher à l'économiste anglais Adam Smith, qualifiant le libéralisme économique, n'existe pas dans la pratique. Les Etats-Unis où les états européens versent par exemple des subventions à leurs entreprises pour qu'elles puissent baisser leurs tarifs dans le but d'être le plus compétitif possible sur les marchés mondiaux (textile, agriculture...). Des taxes sont aussi imposées aux entreprises étrangères qui provoquent l'augmentation des prix de leurs produits. Ceci prouve, au de-là du fait que cela fausse inévitablement les lois du commerce international, que les états souvent les plus puissants interviennent dans l'économie capitaliste. En conséquence, beaucoup de pays du Sud (Afrique, Amérique du sud et Asie) subissent plus qu'ils ne profitent de l'économie de marché mondialisée.

Les délocalisations vers les pays émergent (Inde, Chine...) ont amené une grave crise socio-économique et politique en Europe au milieu des années 90. Celle-ci s'est concrétisée par une augmentation du chômage et une baisse des salaires, principalement chez les employés et ouvriers peu qualifiés, associée à une précarisation des emplois. Les états inquiets officiellement des retombées de ce phénomène sur leurs économies, ont appelé officiellement en vain à un « patriotisme » économique des grands groupes industriels occidentaux. Des allègements fiscaux ou réductions d'impôts ont été proposés aux entreprises pour qu'elles maintiennent leurs unités de production dans leur

pays d'origine. Cette politique était censée aider les secteurs industriels à forte main d'oeuvre face à la concurrence mondiale. La compétition s'est en effet accrue entre les salariés européens ou américains à faibles qualifications et ceux d'Asie par exemple. Le coût de la main d'oeuvre en Inde étant très inférieur à celui pratiqué en France par exemple. Ce qui a provoqué une fuite des usines américaines et européennes. Elles proposaient un nombre important d'emplois à faible qualification. Ce phénomène est dû à la logique capitaliste. Les entreprises occidentales ont profités de l'absence de protections sociales pour les travailleurs dans de nombreux pays. Des salaires faibles ont permis d'augmenter leurs marges. Les multinationales depuis une vingtaine d'années ont organisé un rééquilibrage par rapport aux travailleurs asiatiques principalement. Les institutions étatiques refusant de diminuer les charges sociales pour les entreprises. Ces charges permettant entre autre de maintenir une sécurité sociale par exemple. La recherche de compétitivité et de profits supplémentaire ont amené des licenciements de masse. Les syndicats ont négociés avec certains groupes industriels, dans certains cas les ouvriers ont obligés de travailler avec des salaires réduits, des contrats toujours plus flexibles. Il y a en effet eu une augmentation constante depuis vingt ans du nombre d'emplois précaires, des contrats de courte durée. Face à ce problème majeur pour les économies occidentales, les états ne trouvent pas de réponse adéquate. Elles sont impuissantes à lutter contre la modification de l'économie mondialisée.

En effet, pour Fotopoulos « dans l'économie de marché internationalisée actuelle, aucun contrôle susceptible de défendre efficacement la société et la nature contre les mécanismes du marché n'est réalisable, pas même le type de mesures que prenaient hier les gouvernements sociaux-démocrates »¹⁹. La construction de la nouvelle société suppose donc une rupture radicale. D'après l'auteur, « la raison fondamentale de cet échec historique de l'étatisme socialiste dans ses deux versions (soviétique et social-démocrate), c'est qu'il cherchait à fusionner deux éléments incompatibles : la croissance, expression de la logique de l'économie de marché, et la justice sociale, expression de l'éthique socialiste »²⁰. La croissance suppose une concentration du pouvoir économique. Le dilemme de la gauche est donc « soit se rallier à la mondialisation avec quelques réserves (comme le font les sociaux libéraux), soit la rejeter totalement et attaquer de front l'institution fondamentale qui y a conduit : le système de l'économie de marché productiviste »²¹.

Les parti socialistes européens convertis à l'économie de marché depuis plus de vingt cinq ans, tout en promouvant un état assez fort (protection sociale, allocations diverses...), n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs d'une société plus juste. Les politiques auto proclamées socialistes ont fait l'objet de critiques fortes L'alliage de l'économie de croissance en terme de répartition des richesses ou « d'allocation des ressources »²² a nécessité la mise en place en contrepartie de « filets de sécurités »²³. L'économie capitaliste a justifié l'économie de marché émergente et la fin du pouvoir étatique. Cependant, l'abandon de l'idéologie de la croissance prônée par tous les gouvernements socialistes à travers le monde ne serait pas suffisant. L'économie de marché est elle selon Takis Fotopoulos aussi à abolir. La mondialisation libérale dans laquelle est introduite la grande majorité des économies à présent influe de fait sur leurs fonctionnements. D'après l'auteur, on ne peut accuser « les sociaux démocrates d'avoir trahi les idéaux socialistes en acceptant la mutation néo-libérale de l'Europe »²⁴ La communauté européenne étant inscrite dans le système économique mondial, ils n'ont fait qu'appliquer les principes « naturels »²⁵ propres à la mondialisation capitaliste qu'ils prônent aussi il faut le rappeler. Pour les partis classés à gauche sur l'échiquier politique européen (sociaux-démocrate, partis Vert) il y a eu une normalisation des principes tels que l'internationalisation de l'économie de marché impliquant l'amélioration sans cesse de la compétitivité économique. Cette amélioration de la compétitivité implique une libéralisation croissante et permanente des marchés des biens, des capitaux et du travail amenant la délocalisation et la suppression régulière de nombreux emplois. Ainsi tout gouvernement étatique aspirant à une économie nationale plus performante est soumis aux règles du marché international. La nécessité de compétitivité d'une économie et de ses acteurs (entreprises publiques ou privées), c'est-à-dire que la valeur du capital ou des marchandises soit le plus concurrentiel possible, implique inévitablement « une réduction minimum du rôle social de l'état »²⁵ Ce phénomène a été plus difficilement accepté dans des sociétés à forte tradition social-démocrate comme l'Europe de l'Ouest où les syndicats sont encore relativement puissants. Les pays d'Extrême-Orient ou même les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas une culture de l'état providence régulateur de l'économie et assurant une plus juste redistribution des richesses ou de syndicalisation.

L'échec de l'influence étatique à réguler l'économie moderne est ainsi selon Fotopoulos dû à la structure de l'économie actuelle. Les gouvernements sociaux démocrates ne peuvent plus imposer aux entreprises multinationales les normes sociales de leurs états respectifs. La critique des deux types de capitalisme bureaucratique et libéral pour Castoriadis ont révélés plusieurs éléments. Ces deux projets étatiques ne sont pas gérés par leurs citoyens mais par des élites. Et ces élites n'ont plus d'emprise réelle sur les institutions qu'ils ont créés.

II. L'autonomie comme projet individuel et collectif

Ce projet a été pensé dans le but d'une critique des institutions modernes que sont par exemple l'état et l'économie capitaliste. Leurs valeurs fondatrices seraient contraires aux notions de liberté individuelle et collective (politique, social et économique) prônées par son fondateur Castoriadis pour une véritable démocratie à venir.

A Le Â« germe historique Â» du projet d'autonomie : Les institutions démocratiques sous l'antiquité

1. Naissance de la polis démocratique

L'idée d'autonomie, à l'origine du Projet d'autonomie, que propose Cornélius Castoriadis trouve ses germes dans les institutions grecques. Celles-ci étaient créées par les hommes et pour eux. Elles refusaient tout héritage divin. De ce fait elles pouvaient être remise en cause, discutées sur leurs fondements et buts, en permanence et indéfiniment explique Castoriadis. Il s'est beaucoup intéressé aux cités grecques pour proposer son projet d'autonomie qu'il qualifie de radicalisation de la problématique démocratique, et considérait ces institutions comme se rapprochant de la perfection. Ceci à partir du constat que l'égalité entre les citoyens se concrétisait par une participation générale et active aux affaires publiques encouragée par des règles formelles et un éthos de la polis. Le projet d'autonomie de Castoriadis a des Â« racines sociales - historiques profondes Â».26 Durant la Grèce ancienne, la polis démocratique et la philosophie ont émergé amenant la Â« création de l'interrogation illimitée et celle de l'activité explicitement tournée vers l'auto institution de la société. Â»27 La mise en place de la démocratie s'est faite dans une volonté de rupture avec les lois héritées ou hétéronomes. A cette époque, le questionnement et la remise en cause permanente ont été institués comme base d'une société démocratique. Gérard David dans son ouvrage Â« La démocratie Â» cite Georges Lavau expliquant qu'après le règne d'une parole mythico-religieuse s'est instaurée Â« une parole-dialogue (lexis) qui s'énonce de lieux non sanctuarisés et, dans un espace public qui deviendra l'agora. Â»28. Pour Lavau, cette parole-lexis Â« a pour fin de trouver du sens, de faire des choix, de modifier les hommes et leurs relations dans la cité Â»29

Le terme autonomie dont la racine grecque est Â« auto Â» et Â« nomos Â» qualifie un individu ou un groupe étant capable d'établir et d'obéir à ses propres lois. Dans la cité antique, la source de l'ordre est la loi. Les libres citoyens grecs reconnaissent celle-ci comme unique maître30. La politique peut se définir comme l'exercice des fonctions du citoyen, et le citoyen, comme celui qui a le droit de voter et d'être élu.

La démocratie grecque se caractérise par trois principes fondamentaux :

- ISONOMIA : l'égalité devant la loi
- ISEGORIA : l'égalité de la parole. La voix du pauvre ou du roturier vaut celle du riche ou du noble
- ISOKRATEIA : l'égalité des pouvoirs.

Ainsi l'autonomie était affirmée à travers des structures démocratiques où chaque citoyen pouvait délibérer sur les lois et projets. La Grèce antique a créé la démocratie : les racines *demos* et *kratos* où le pouvoir par et pour le peuple prenaient presque tout leur sens. En effet, les grecs ont construit une société qui sur certains points était réactionnaire (vote interdit aux femmes, aux étrangers), et sur d'autres était révolutionnaire (égalité et participation de tous les citoyens à la vie publique, existence d'un espace public dédié à cette activité, importance du logos et de l'ethos). Ainsi que ce soit à travers le Conseil (la *boulè*) ou l'Assemblée du peuple (l'*ekklesia*), ces institutions rassemblaient tous les membres de la cité. Les instances délibératives symbolisaient la démocratie athénienne antique. L'*ekklesia* ou assemblée du peuple et les tribunaux étaient les lieux de débats sans fin. Celle-ci se réunissait à intervalles réguliers, souveraine pour légiférer et pour désigner les magistrats (certains élus, d'autres tirés au sort). Les grandes décisions (grands travaux, guerre...), lois et constitutions y étaient discutées. Castoriadis a parlé de ces institutions comme des « germes féconds » pour un vrai projet démocratique moderne. Celui-ci serait institué non plus par les plus riches mais par et pour le peuple, incluant les femmes et en excluant bien sûr tout esclavage, arbitraire ou discrimination d'une catégorie d'individus quelconque. On ne peut exclure par la loi une partie de la population. En effet, il n'y a pas d'argument qui puisse justifier dans quelque société que ce soit, qu'un individu soit plus capable qu'un autre de réfléchir et légiférer. Son projet se confond avec la tradition démocratique, où règnerait un autogouvernement de la communauté politique constituée de citoyens libres et égaux en droits. Ces structures démocratiques symbolisaient ce qu'est actuellement et ce que pourrait être le projet d'autonomie de Castoriadis. La démocratie est pensée comme « un régime qui s'auto institue explicitement de manière permanente »³¹. L'idée d'autonomie signifie un mouvement d'autolimitation et d'auto institution explicite. Cela veut dire poser ses propres lois. La communauté de citoyens ou *demos* s'est proclamée souveraine. Il y a aussi une affirmation d'égalité politique avec un partage du pouvoir pour tous.

Les actions étaient faites par des citoyens choisis au tirage au sort ou élus parfois, mais ayant des mandats non reconductibles et d'assez courte durée. Les mandats étaient plus courts que ceux proposés dans les différentes institutions modernes allant de 5 à 7 ans en majorité, souvent reconductibles plus d'une fois (député, conseiller régional ou président d'un Etat). C'est sur l'Agora qu'ont lieu, au moins au début, les assemblées du peuple, et c'est là que se tiennent les procès. Le pouvoir législatif appartient à l'Assemblée (*ekklesia*), à laquelle tous les citoyens sont invités à participer (il y avait environ 25 000 places dans l'hémicycle où elle se réunissait). Les propositions de loi ou de décret pouvaient soit être émises lors de l'Assemblée elle-même (environ 40 régulières par an), soit être d'abord soumises au Conseil (*Boulè*, organe exécutif), qui rédigeait un premier rapport. On débattait puis on votait. Tout le monde pouvait faire des propositions, la seule condition étant qu'elles n'enfreignent pas la constitution.

Une autre institution majeure de la démocratie directe athénienne était le Conseil. Celui-ci était composé de 500 membres tirés au sort, et se chargeait de l'exécution des décisions votées ; il avait pour fonction de surveiller les magistrats et de les juger en cas de malversation. Les magistrats constituent l'autre partie de l'exécutif : ils sont chargés des finances publiques, de l'entretien des lieux, des ravitaillements et des édifices publics, de l'armée, des ordures, du contrôle des marchés et des prix, des routes, des cérémonies religieuses. Ils sont nommés par tirage au sort pour un an et doivent rendre des comptes à l'Assemblée lors de leur sortie de charge. Seules les fonctions militaires sont électives. Enfin, le pouvoir judiciaire est distribué entre différents tribunaux, selon la gravité des crimes et selon que les actions soient privées ou publiques. Les membres des tribunaux sont tirés au sort parmi les citoyens de plus de trente ans. Pour qu'il y ait la plus grande rotation possible, on ne pouvait pas être membre du Conseil plus de deux fois, ni occuper la même magistrature plus d'une fois.

La précédente description des institutions existantes sous l'antiquité témoigne d'une volonté de rupture avec la tradition et les croyances ancestrales pour le fonctionnement et la gestion de la cité.

Le processus essentiel que Castoriadis voit dans la société grecque, c'est l'avènement de la Raison : pour la première fois dans l'histoire (ou du moins de ce que nous en connaissons), les humains discutent et décident de leur vie sur des fondements rationnels, qu'ils peuvent maîtriser totalement, et pas sur des fondements d'ordre divin, magique, transcendant. La Raison qui éclot en Grèce, s'exprime dans l'apparition de la philosophie, de la science, de

la démocratie, de la mise en question des institutions établies. Elle symbolise une société basée sur l'auto limitation. Ce qui veut dire que ce sont les hommes qui se fixent leurs propres limites. Celles-ci ne sont pas héritées et peuvent être remises en cause perpétuellement. La Raison est selon Castoriadis, préexistante aux institutions antiques basées sur un questionnement permanent arrivée avec l'avènement de la philosophie. La Raison est à l'origine d'une société autonome et d'individus que Castoriadis qualifie lui aussi d'autonomes.

Les institutions politiques des cités grecques étaient basées sur la démocratie directe. Mais elles n'étaient pas réellement démocratiques. Le corps politique était celui des citoyens mâles, libres et adultes. Les hommes libres car riches, n'ayant pas à travailler pour vivre, avaient le statut de citoyen et pouvaient devenir chef ou magistrats. Les femmes, les esclaves et les étrangers n'avaient pas le droit de vote, ceux-ci composaient la majorité de la population. Cette situation instituée dans un système se qualifiant lui-même de démocratique est rejetée totalement par Castoriadis ou Fotopoulos. Au contraire, l'auteur de *Projet d'autonomie* appelle à une société égalitaire refusant l'exclusion de certains membres de la communauté pour quelques principes que ce soit. Dans les cités grecques, la participation des citoyens était maximisée. Il faut signaler que pour les membres de la cité d'origine modeste (agriculteurs...) de l'argent leur était alloué afin qu'ils puissent venir participer régulièrement aux débats et délibérations des assemblées. Ils avaient la possibilité de voter. Ce dédommagement était attribué afin que ceux-ci n'aient pas à travailler les jours de session dans les assemblées. Ainsi quelques principes de démocratie étaient appliqués bien qu'une partie importante de la population ne détienne pas le droit à la citoyenneté et celui d'agir directement sur les prises de décision de la communauté.

L'avènement d'une communauté politique autonome, se donnant ses propres lois, passe selon Castoriadis, par l'éducation à la chose politique. L'idée diffusée par le *Projet d'autonomie* est la nécessité que chaque citoyen puisse décider de son avenir et de celui de la collectivité.

2. L'autonomie comme mutation anthropologique

La praxis est selon Castoriadis, le « faire dans lequel l'autre et les autres sont visés comme êtres autonomes et considérés comme l'agent essentiel du développement de l'autonomie »³². Elle est vue comme un processus créatif pour une auto transformation de la société. On pourrait résumer l'idée de ce processus comme l'autonomie de tous au moyen de l'action autonome de tous. Une société autonome ne peut exister sans individus autonomes et ceux-ci ne peuvent être autonomes hors de ce type de société. L'individu moderne pour Castoriadis, doit réaliser une mutation anthropologique. La rupture avec l'hétéronomie instituée et l'aliénation nécessite cette transformation. Pour lui, notre époque confond l'individualisme au sens de la capacité de réflexivité permanente avec l'individualisme égoïste. C'est un projet individuel et collectif, Cornélius Castoriadis a proposé l'idée que ce processus nécessite un changement radical dans tous les domaines.

Le projet d'autonomie a une dimension culturelle. Il engage et implique l'ensemble de la culture : modes d'agir et penser, types anthropologiques, formes institutionnelles, significations imaginaires qui leur donnent sens, etc. Cette formation doit aller à l'encontre de « l'infra pouvoir radical »³³ Ce concept important que Castoriadis définit comme manifestation et dimension du pouvoir instituant de l'imaginaire radical, n'est pas localisable et ne cesse de se dérober : « ce pouvoir instituant est à la fois celui de l'imaginaire instituant, de la société instituée et de toute l'histoire qui y trouve son aboutissement passager. »³⁴ L'auteur a utilisé dans la construction de son projet d'autonomie le mot « paideia », terme grec ancien qui signifie l'éducation ou la formation intellectuelle. Elle est à la base selon lui, de la mutation anthropologique et donc du projet d'autonomie face à l'imaginaire institué. Une société autonome a besoin pour être construite d'individus autonomes. De fait la paideia est vue par Castoriadis comme formation d'individus autonomes capables d'être des citoyens démocrates. Elle se présente selon lui comme un « interfaçage psyché socio »³⁵, une perpétuation de l'alliage culture socialisation. Mais aussi comme un processus de construction culturelle. Selon Gérard David, ce concept désigne pour Castoriadis la « culture/socialisation/éducation »³⁶ censée créer des individus sociaux. L'éducation ou paideia est au centre du projet d'autonomie. Elle est préexistante à ce projet et doit se perpétuer pour sa réussite. La pédagogie doit

développer l'activité propre du sujet pour le débarrasser de ses influences. Castoriadis ne dit pas clairement qui serait le ou les pédagogues censés transmettre la connaissance pour sa mise en pratique dans l'optique d'une société autonome. Ce savoir ne serait pas forcément transmis dans une institution comme l'école. Le projet d'autonomie va à l'encontre des institutions établies comme l'institution scolaire. Le but est d'éduquer tout citoyen quelque soit son origine socio-économique, à la démocratie pour l'orienter vers l'autonomie. Il doit obtenir la capacité de questionnement sur son apprentissage et son savoir inculqué par l'institution scolaire, et de l'héritage culturel. Ces connaissances devraient aller à l'encontre d'une ignorance selon Castoriadis responsable en parti de l'hétéronomie instituée. Cette ignorance est volontairement entretenue par les institutions hétéronomes pour conserver leur statut. La formation à l'autonomie doit armer l'individu pour qu'il acquière un plus grand sens critique. Ainsi, la paideia est l'institution la plus radicale, centrale et fondamentale du projet d'autonomie et de la forme de société qu'il vise. Elle a un rôle fondamental parce qu'elle est l'opérateur essentiel de la socialisation à l'autonomie. Une pensée politique concrète et abstraite est nécessaire pour un individu dit autonome. Celle-ci est vitale pour l'avènement d'une société réellement démocratique, ne cesse de rappeler Castoriadis.

Gérard David explique à propos de Castoriadis, que ses « multiples recherches visant à élucider la création humaine, multidirectionnelles et transdisciplinaires, sont unifiées par le projet de construire une anthropologie philosophique nouvelle »³⁷. Elles vont dans le sens d'une meilleure connaissance de l'être social humain. Ainsi, ses différentes formations : philosophe, l'histoire, économiste et enfin psychanalyse, sont associées pour « une vaste entreprise de reconstruction théorique in progress »³⁸. Cornélius Castoriadis a relié l'anthropologie philosophique et la réflexion politique pour tenter de comprendre la création humaine « comme réalité à comprendre pour elle-même, mais aussi comme réalité à transformer, parce que cette connaissance montre que l'humanité se transforme elle-même, et que nous pouvons choisir d'assumer cette capacité d'auto transformation dans le sens de l'autonomie, de la liberté, de la démocratie. »³⁹

Le philosophe grec Aristote souhaitait des citoyens éduqués pour comprendre le fonctionnement des institutions politiques. Il fallait selon lui « un être capable de gouverner et d'être gouverné »⁴⁰. La capacité d'auto création n'arrive pas de nulle part ou ex nihilo mais grâce à une éducation et un savoir en découlant. On doit inculquer à l'individu un certain nombre de valeurs qui lui permettront de les discuter et/ou de s'affranchir des anciennes transmises en héritage si il les jugent liberticides ou inégalitaires. Il y a malgré tout de fait toujours un héritage, mais un individu autonome doit pouvoir l'analyser et le critiquer. Et ceci afin d'entreprendre d'imaginer et à terme créer de nouvelles institutions plus adaptées à son époque. Les institutions politiques principalement où ne règne pas une égalité entre tous les individus dans la prise de décision sont contraires à l'idée d'autolimitation. Elles doivent être abolies et changées dans leur essence et leur constitution d'après Castoriadis. En effet, la radicalité du projet d'autonomie s'affirme dans la rupture avec la pensée hétéronome. Toute pensée ou institution héritée n'est pas mauvaise intrinsèquement. Mais celle(s) dont la gestion est faite par des spécialistes doit être abandonnée. Le projet d'autonomie présenté par Cornélius Castoriadis rejette tout accaparement d'un pouvoir quelconque et par quelque suffrage que ce soit, par une élite, une minorité ou classe. Le pouvoir du peuple censé appliquer les lois, est affirmé lorsqu'il les crée lui-même. Un nouveau mode de pensée doit advenir pour qu'existe et se perpétue l'idée d'auto institution. La démocratie est dans son essence un régime qui s'auto institue explicitement de manière permanente. Elle doit être questionnée, critiquée constamment pour son efficacité et sa survie. La liberté, l'égalité et la justice sont à ce prix.

Le projet de libération porté par des auteurs comme Castoriadis nécessite des structures politiques populaires où les citoyens ont un réel pouvoir sur celles-ci. Une institution créée et dirigée par les citoyens n'amènera évidemment pas une liberté totale mais sûrement une plus grande liberté d'action et de décision des individus. La capacité d'autocritique ne peut être que bénéfique pour l'émancipation intellectuelle et morale des êtres humains.

B. L'individu au centre de la communauté

L'État est la tragédie de la démocratie. Parce qu'il est à la fois ce qui la permet et ce qui l'étouffe. Il est ce qui la

permet parce que l'État est la scène où se construit la figure du citoyen qui est une des conditions de possibilité de la démocratie. En effet, dans l'espace civil, les hommes sont pris dans leurs déterminations sociales - sexe, âge, profession, religion, revenus -, ils sont pris dans leur être social situé, ce qui fait nécessairement apparaître les différences entre les hommes, les inégalités de fait dans la répartition du capital économique, culturel, symbolique. Si les sociétés en restaient là, elles produiraient une représentation d'elles-mêmes où l'inégalité des conditions aurait la place centrale en ce qu'elle fonderait et le principe de regroupement des hommes et le fondement légitime des règles. Spontanément ou non, les hommes s'assembleraient en communautés dont le contour serait déterminé par leur situation sociale et qui, pour se protéger, pour se distinguer ou pour s'affirmer revendiqueraient l'énoncé de règles de droit spécifiques. Autrement dit, ce moment-là est celui du communautarisme où chaque groupe social défend son identité singulière parce que manque la scène où peut se penser l'égalité politique.

L'État est, précisément, cette scène qui offre aux hommes la possibilité de « sortir » de leurs déterminations sociales, de ne plus se voir dans leurs différences sociales mais de se représenter comme des êtres de droit égaux entre eux. L'action propre de l'État, en effet, est de faire que les différences et les inégalités qui sont les attributs de l'espace civil ne sont pas pris en compte pour définir la situation du citoyen car celui-ci est conçu comme un être abstrait : le citoyen est aussi bien une femme qu'un homme, un jeune qu'un vieux, un pauvre qu'un riche. Et cette abstraction, cette objectivation des figures sociales est au principe de l'égalité politique. Si, dans le concret de l'espace civil, les hommes sont inégaux, dans l'abstrait de l'espace politique, ils sont égaux. Le moment « État » est ainsi, dans la construction d'une société, le moment qui permet aux hommes de sortir du communautarisme « naturel » et de se percevoir dans une relation politique d'égalité.

Le problème, c'est-à-dire, là où la tragédie démocratique se noue, vient de ce que de ce moment particulier, l'État tend à devenir moment total. Comme forme politique, il a tendance, comme tout ensemble d'institutions, à développer sa logique propre de forme, à dépasser sa « fonction » de construction de la figure du citoyen, à accroître son espace d'intervention et à envahir progressivement toutes les sphères d'activités sociales. Il devient ainsi la forme organisatrice et totalisante de la société et, d'instrument d'objectivation politique, il devient instrument d'aliénation politique.

D'où l'idée propre aux libertaires de détruire l'État pour faire vivre la démocratie. Mais, détruire l'État serait du même coup détruire aussi ce moment particulier qui fait sortir les hommes du communautarisme en produisant l'espace de l'égalité politique. Que faire ? Ne pas jeter l'État, pour garder la scène où se construit l'égalité politique, mais jeter l'État qui vampirise les espaces civil et public. Autrement dit encore, ne pas jeter l'État mais le réduire pour le contenir à ce moment particulier d'objectivation politique. Pour cela, il faut comprendre le mécanisme par lequel le travail d'objectivation politique que réalise le moment « État » produit l'aliénation politique.

Le temps qui passe et qui produit l'oubli de la genèse, l'oubli de ce pour quoi l'État est fait - sortir les hommes du moment communautaire - pour ne laisser voir que le présent d'un État s'occupant de tout, donc devant depuis toujours et pour toujours s'occuper de tout. Le temps qui passe et qui creuse l'écart, qui distend le rapport entre espace public et espace politique au point que ce dernier se construit comme espace de volonté autonome du premier qui lui-même finit en conséquence par s'atrophier encourageant ainsi la logique autonomisante de l'espace politique.

Pour stopper cette spirale, pour contrecarrer ce travail du temps, à nouveau une politique démocratique doit prendre appui sur l'espace public. Pensé comme l'espace où se construit la volonté générale, où se forment les règles de la vie commune, il est en situation d'être, parce que délibération et mobilisation sont les deux caractères de son « fonctionnement », l'espace d'insurrection continue contre les tentations de l'État de sortir de son champ. Contre la tentation d'imposer à la société son rythme, la capacité de l'espace public à lui imposer son « agenda » politique ; contre la tentation d'imposer à la société ses réponses, la capacité de l'espace public à lui imposer ses solutions normatives ; contre la tentation de se poser comme être total, la capacité de l'espace public à imposer un contrôle continu de son activité qui le ramène sans cesse à la particularité de son être. Le repérage du politique c'est d'abord

le travail de constitution d'une communauté, de reconnaissance réciproque de citoyens, un travail sur les relations de réciprocité entre certains hommes et un travail sur les frontières de cette réciprocité, un travail d'ailleurs jamais achevé.

L'émergence d'une sphère publique est un moment clef dans la création d'une communauté. Hannah Arendt a étudié et critiqué le rapport des individus au politique depuis l'antiquité grecque. Selon cet auteur, « la politique traite de la communauté et de la réciprocité d'êtres différents »⁴¹, car « l'homme est apolitique »⁴². La politique prend naissance dans l'espace qui est entre les hommes, donc dans quelque chose de fondamentalement extérieur à l'homme. Il n'existe donc pas une substance véritablement politique. C'est dans leur engagement dans des relations que les hommes font émerger le politique. La communauté ne naît pas de la similitude, elle naît de la reconnaissance réciproque, de la « *philia* », esprit de communauté qui produit la similitude. La communauté ne serait pas un donné mais une création des hommes. Il y a dans les communautés une dimension importante d'autoproduction, d'autocréation qui ne repose pas sur une identité préalable, un donné, mais qui est le fruit de la création, de l'action des hommes. « Les hommes sont un produit humain, terrestre »⁴³. La naissance d'une société autonome elle-même constituée inévitablement d'individus autonomes nécessite une lutte permanente contre l'hétéronomie instituée. Cette lutte dont la fin est indéterminée lorsqu'on lit Castoriadis est un impératif à toute création d'une démocratie radicale.

A propos de la société civile appelée aussi communauté il apparaît nécessaire de rappeler quelques éléments. Le thème général de ce travail étant d'imaginer comment et de quelle façon le corps des citoyens pourrait redevenir un élément agissant et non plus spectateur. Il semble important d'expliquer comment est divisée et fonctionne l'organisation entre les différentes sphères de la société et ce qui doit être changé pour qu'advienne une société dite « autonome ».

La question de la sphère publique est prépondérante au sujet du projet d'autonomie politique. Castoriadis rappelle qu'il existe trois sphères où se jouent les rapports des individus et de la collectivité : la sphère privée, la sphère publique/privée ou « *agora* » et enfin la sphère publique/publique ou « *ékklésia* ». Cette dernière doit être à l'origine d'une société souveraine. La souveraineté populaire est au centre du travail présent. La démocratie, dans son sens premier se définit comme un système politique où règne cette souveraineté. Castoriadis qui on l'a vu s'est inspiré de l'héritage grec a basé sa théorie sur une institution comme l'*ékklésia*. Celle-ci donnait le plus de liberté possible. Ce modèle pour une démocratie au sens d'une liberté d'expression maximisée, garantissait et promouvait la liberté d'action que symbolise le concept d'autonomie « sphère la plus large d'activité réelle autonome »⁴⁴ moderne. Il faudrait que l'individu moderne/consommateur redevienne un citoyen responsable de lui-même, du présent et de l'avenir de sa cité. Ceci passe par une participation à la conception du projet démocratique et ensuite dans son fonctionnement. Les débats sur les choix politiques et économiques doivent être démocratisés. Chaque individu doit institutionnellement pouvoir discuter de ce qui est ou semble nécessaire à la communauté et à lui-même. Hannah Arendt a travaillé comme Castoriadis sur les auteurs et institutions de la Grèce antique. Son analyse s'est prolongée sur les institutions modernes (démocratie représentative et économie capitaliste). Ainsi, dans la « Condition de l'homme moderne », elle s'est attachée à analyser et proposer une critique de nos sociétés que l'on qualifie couramment de « démocratiques ». Celles-ci ne le sont pas réellement et sont même potentiellement totalitaires. La société actuelle constituée en démocratie de masse a absorbée toutes les couches de la nation. Comme Castoriadis, elle dénonce la privatisation de la sphère publique, en se rapportant à la vie politique débordante à Athènes. En effet, le capitalisme et la démocratie représentative organisée par l'état nation, associés ont généré un retraitement croissant des individus vers la sphère privée. Elle explique qu'il y a eu une évolution et un passage général du domaine politique dominant durant la Grèce antique au domaine privé avec les corporations et compagnies modernes. En ceci la société moderne est basée sur l'enrichissement et l'individualisme excluant l'intérêt pour la chose publique. De ce fait, le privatif a pris le pas sur le social et le politique. Le sujet moderne au contraire de celui de l'antiquité grecque, s'est retiré de la polis. Ce constat ne s'applique pas à l'ensemble de la population, il y a évidemment des individus qui s'intéressent à la vie de leur cité, du monde et de son devenir. Certains qui réfléchissent et agissent sur le fonctionnement des institutions. Selon Castoriadis, il faut une rupture avec les valeurs (normes, éthique...) caractérisant la société moderne, ainsi que l'organisation sociale, économique,

politique et culturelle actuelle. Il est manifestement nécessaire de redonner à travers une démocratie générale ou radicale, le rôle à la société civile de « communauté politique » dont elle a été dépossédée. La domination d'une élite est inscrite dans la structure des institutions modernes de type capitaliste ou bureaucratiques. Car elles sont organisées de façon hiérarchique. L'aspect public de l'individu nécessite le rejet de cette hiérarchie et donc le passage de l'hétéronomie instituée aliénante à l'autonomie instituant.

Fotopoulos cite Castoriadis : « Choisir l'autonomie, c'est poser que l'institution de la société n'aura pour fondement aucune forme d'irrationalisme (foi en Dieu, croyances mystiques, etc.), ni des vérités objectives sur l'évolution sociale dérivées de lois sociales ou naturelles »⁴⁵. Un nouvel imaginaire de valeurs est à recréer. Il ne doit pas être d'après ce que nous dit Castoriadis, figé ou en voie de « dogmatisation ».

Des institutions radicalement démocratiques inciteront d'après les promoteurs d'une société autonome, les citoyens réellement souverains à lutter pour ce qui leur semble être le mieux pour la collectivité et eux même. Une société et des individus autonomes, se présupposent mutuellement. Le rapport se fait entre une société instituée qui dépasse la totalité des individus la composant, mais qui ne peut être réalisée que dans les individus qu'elle fabrique. Ainsi pour Castoriadis, « En se créant, la société crée l'individu et les individus dans et par lesquels seulement elle peut être effectivement »⁴⁶ Il appelle à un retour de la politique face au politique, distingué de la vie des partis (débat, élections...) et des luttes entre politiciens carriéristes. L'apathie politique d'une grande partie des citoyens des cités modernes a en partie participé dans le passé et à présent, a légué les différents pouvoirs à des experts décidant de leurs vies (dépenses publiques, transports, choix des énergies...). Et réciproquement ces institutions ont dépossédés les citoyens de leur goût pour la politique. La vie de la cité devrait réciproquement revenir, si l'on suit la pensée de l'auteur du projet d'autonomie, comme considération majeure des individus.

Castoriadis considère que les sociétés modernes sont centrées exclusivement autour de l'individu. Il ne faut cependant pas confondre l'individualité revendiquée comme moteur d'une société autonome avec le conformisme consumériste et apathique. Depuis quelques décennies, l'individu n'est que trop rarement un être véritablement individué. Ce pourquoi il souhaite fortement l'avènement d'un individu raisonné développant un esprit critique détenant la capacité de s'autolimiter. Il est nécessaire, pour que se maintienne l'espoir d'une société autonome et se réalise la société démocratique en germe dans les institutions antiques. Les valeurs et institutions décrites ne peuvent subsister du fait de l'état des sujets dans nos « démocraties ».

Castoriadis a proposé la notion « d'imaginaire » individuel et collectif. En effet, de part sa pratique de la psychanalyse, il s'est intéressé à l'inconscient de l'individu. Il a tenté et réussi, d'après la portée manifeste de ses écrits, a appliqué les principes de la psychanalyse au politique. Ce concept d'imaginaire a été utilisé à des fins d'une critique des valeurs de nos sociétés modernes et des institutions qui les portent. Le capitalisme et la démocratie représentative moderne en font partie. Il faut réinventer un imaginaire radical individuel et collectif. Cet imaginaire dit radical va à l'encontre des institutions hétéronomes et de la pensée héritée. Celui-ci doit proposer des valeurs en opposition avec celles de nos institutions (politique, culture, famille...). Elles seront à l'origine d'institutions distinctes de celles de nos sociétés hétéronomes capitalistes.

L'idée de l'auto institution est un élément majeur de l'imaginaire proposé par Castoriadis. En pratique il passe par la réflexion individuelle et l'action collective. L'aspect public de l'individu passe inévitablement par le passage de l'hétéronomie instituée aliénante à l'autonomie individuelle et des institutions. L'autonomie de l'individu nécessite des institutions autonomes, ceux-ci se nourrissent mutuellement et inévitablement. Des institutions radicalement démocratiques inciteront d'après les promoteurs d'une société autonome, les citoyens réellement souverains à lutter pour ce qui leur semble être le mieux pour la collectivité et eux même. La conception du politique, de l'économie et de la communauté d'individus doit être transformée. Castoriadis a énoncé une montée de l'insignifiance. La montée de l'insignifiance qualifie selon Castoriadis les différentes institutions socio-économique et culturelles. Elles génèrent de par leur structure bureaucratique (représentant, experts) un retrait vers le privé, au lieu de sensibiliser l'Homme des cités modernes à la condition générale de ses congénères. Nous vivons dans des sociétés prônant

l'individualisme où la conscience collective (sociale, politique) passe généralement après le bien être individuel (familial et affectif) et la réussite professionnelle. L'engagement politique, au sens noble de la polis ou res politica, ne constitue plus depuis près d'un demi-siècle, une notion importante pour l'individu moyen dans nos cités. Ce retraitement a servi d'après Castoriadis, l'avènement de démocraties où la vie politique se résume globalement à la lutte pour des postes électifs et la poursuite de carrières des représentants. Les discours et idées diffusées par les grands médias sont réduits à des pratiques de « communication ». La vie citoyenne existe de fait pour une majorité des individus d'un état nation, lors des scrutins locaux, régionaux et nationaux. Les élections sont évidemment régulières mais peu fréquentes, c'est à dire tous les quatre ans au minimum. Parfois des référendums amènent un peu de démocratie directe. On a observé que ces derniers se soldaient parfois par des résultats opposés aux volontés du gouvernement en place au cours de l'histoire politique européenne

Pour les auteurs du projet d'autonomie, il y a une volonté délibérée d'écarter les citoyens de toute activité politique. L'intérêt pour la vie de la cité et l'action politique a fortement diminué principalement au cours des cinquante dernières années.

Malgré tout, certains citoyens et groupes organisés en collectifs essaient de recréer une activité politique conséquente. Ce qui se manifeste à travers les divers projets de démocratie associative ou participative. De tels éléments n'ont jamais totalement fait défaut, même si les sociétés actuelles semblent écrasées sous la montée de « l'insignifiance » en période de conformisme généralisé pour reprendre les propres termes de Castoriadis. Le politique n'est pas ce qui se jouerait sur la scène d'un théâtre par des professionnels pour des spectateurs. Il est ce qui se joue dans un espace public d'action, une arène ouverte à tous les citoyens. L'agora est ce grand espace ouvert, cette assemblée qui réunit les membres d'une communauté pour débattre. Les règles du jeu ne définissent pas tout l'enjeu, même si elles peuvent fortement le contraindre. Les règles ne se limitent pas à organiser la représentation de la souveraineté et le pouvoir, elles visent d'abord à organiser la délibération destinée à l'émergence des visées communes, du bien commun. Il reste à montrer, dans les comportements et les luttes sociales, économiques, politiques et culturelles que suscitent inévitablement l'état du monde et les entreprises néolibérales, le souci de résister aux logiques d'appareils, aux dérives bureaucratiques, au respect de la norme hiérarchique, ainsi que la présence d'une intention résolue de redéfinir les principes d'organisation du monde social.

Les auteurs de tendance libertaires comme Bookchin ou Fotopoulos, s'opposent à l'idée de représentation actuelle. Mais la démocratie radicale revendiquée ne peut se contenter de la représentation par des élus aux mandats souvent de plus de quatre ans et reconductibles plusieurs fois. Ainsi en France un homme politique peut détenir potentiellement un ou plusieurs postes en même temps, diriger un pays ou une circonscription (conseiller de région, député ...) pendant parfois plus de trente ans d'affilée. Il arrive de façon régulière que ce soit le fils ou la fille de l'ancien élu qui soit amené au pouvoir, profitant parfois de l'image et du travail réalisé par ce dernier ou dernière. La concentration des pouvoirs économiques et politiques dans des états nations où les décisions primordiales sont faites de façon bureaucratique, n'a fait qu'éloigner le citoyen lambda de la politique. Les experts politiques et scientifiques gèrent à présent selon Cornélius Castoriadis les différentes structures étatiques ou interétatiques comme l'Union européenne, de la même façon, c'est-à-dire de façon rationnelle. Des députés européens sont élus à échéance régulière, mais un grand nombre de conseillers (intellectuels, ingénieurs..) n'obtiennent pas démocratiquement les différents postes proposés. Ils sont généralement choisis par des membres importants d'institutions elle-même basées sur la démocratie représentative. L'intensification de la rationalisation de la gestion des institutions : dépenses, flux de circulation humaine ... s'est faite avec l'élargissement des communes aux Etats-nations puis plus récemment à des zones territoriales et politiques supérieures telles que l'Union européenne (1992) ou l'ONU (Organisation des nations unies) créée au lendemain de la seconde guerre mondiale. Selon Takis Fotopoulos, « l'institutionnalisation de l'économie de marché et de la démocratie représentative, son complément politique, qui a été la cause ultime des caractéristiques généralement reconnues de la société moderne : le remplacement du groupe ou de la communauté (unité de base traditionnelle de la société) par l'individu »⁴⁷. Ce phénomène s'est concrétisé avec la mise en place d'une division des tâches dans les institutions politiques et sociales au contraire de celles traditionnelles (famille, communauté..). Les règles régissant les institutions économiques capitalistes et démocratiques modernes se sont substitués aux coutumes et traditions des sociétés

traditionnelles.

Les institutions des sociétés modernes éloignent délibérément l'individu du politique d'après Fotopoulos. L'organisation et le fonctionnement des institutions actuelles doivent être transformées. Le projet d'autonomie aboutira avec un changement radical de celles-ci.

III. Vers une société autonome fédéraliste et écologique comme alternative à nos institutions économiques et politiques actuelles

Cette partie sera d'abord consacrée à une critique de l'idéologie de croissance ensuite de la réponse semble-t-il inadaptée apportée par l'extrême gauche. Nous observerons enfin les modalités et les limites de la réalisation de ce que Takis Fotopoulos souhaite et appelle le projet de « démocratie générale ».

A. Critique des institutions modernes

1. Le rapport à l'environnement dans une économie de croissance

Les conséquences du capitalisme, socialiste ou libéral occidental, ont amené une crise sociale et environnementale grave à travers le monde. Castoriadis explique que les progrès de la Raison ont suivi deux chemins et servi deux projets, qui s'entremêlent tout en s'opposant : le projet d'autonomie d'une part, et le projet capitaliste de l'autre. Il qualifie ce dernier projet de « démentiel, d'une expansion illimitée d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle qui depuis longtemps a cessé de concerner seulement les forces productives et l'économie pour devenir un projet global, d'une maîtrise totale des données physiques, biologiques, psychiques, sociales, culturelles. »⁴⁸

En effet, le dogme capitaliste prônant le productivisme, la croissance illimitée et l'accumulation des richesses est principalement responsable, de la destruction de l'environnement (pollution de l'air, sol, mer) et des écosystèmes (extinctions accélérée d'espèces animales et végétales...) du monde entier. La problématique écologique devrait être au centre d'une société consciente de sa finitude d'après Castoriadis. Le mode de vie occidental actuel ne peut pour différentes raisons (pollution, urbanisme ...) perdurer et être un modèle pour les générations futures et les pays émergents selon Takis Fotopoulos. L'économie capitaliste basée sur une croissance illimitée est dangereuse pour l'équilibre naturel. La dualité société/nature est induite dans l'idéologie capitaliste. C'est pourquoi le système capitaliste devrait être aboli. Il s'est fondé sur une séparation entre l'homme et son environnement.

Depuis l'avènement de la civilisation industrielle, la logique expansionniste s'est faite au détriment de la nature. Les valeurs et l'organisation de l'économie capitaliste ont installé une réification des éléments non humains. La logique capitaliste prône l'accumulation des richesses pour maintenir l'offre de biens et créer la demande. La croissance qui est le moteur du capitalisme fonctionne avec une demande forte des individus allant à l'encontre de l'équilibre des richesses naturelles. Ce pourquoi la logique de croissance illimitée de ce type d'économie face à un environnement et des ressources limitées n'est pas tenable d'après Takis Fotopoulos. Celle-ci signifie la diffusion sans limite de la domination rationnelle assimilant le progrès au développement des forces productives et à la maîtrise de la nature.

Un mode de vie plus écologique opposé à celui pratiqué dans les sociétés occidentales et celles en processus « d'occidentalisation » accéléré (Inde, Chine...) est prôné comme critique de l'industrialisation. La pollution des sols, de l'air et les maladies en découlant, sont des éléments mis en avant dans des programmes politiques radicaux. Ils

sont présentés comme étant les conséquences du développement économique dans les sociétés de type capitaliste par Fotopoulos ou Bookchin. La planète terre et les humains sont en danger et Fotopoulos nous dit « qu'il arrivera bien sûr un moment, où l'élite transnationale, les élites locales et leurs partisans, qui vont sûrement résister à l'érosion graduelle de leurs privilèges, après avoir épuisé leurs moyens de contrôle subtils (médias, violence économique, etc.) pourront être tentés de recourir à la violence physique pour protéger leur pouvoir, comme ils l'ont toujours fait dans l'histoire. Mais à ce moment là, un paradigme social alternatif telle que la décroissance par exemple, sera devenu hégémonique, et la fracture dans le processus de socialisation, condition préalable pour qu'il y ait changement dans l'institution de la société, aura eu lieu. » Ce qui paraît peut-être présomptueux de sa part.

Le « paradigme » que Fotopoulos exprime a été développé depuis une vingtaine d'années par des chercheurs en économie. La critique de l'économie et de la société de croissance constitue sans aucun doute le point de départ du projet de démocratie générale. Pour lui, « la contradiction centrale de l'économie de marché aujourd'hui est l'incompatibilité de tout contrôle réel des conséquences écologiques de la croissance avec les exigences de compétitivité qu'impose le processus de mondialisation néo-libéral »⁴⁹. En conséquence, il est nécessaire de sortir de l'économie : « Il ne s'agit pas simplement de changer nos valeurs, comme le soutiennent peut être naïvement certains Verts radicaux, ni même de condamner la croissance économique en soi. La question clé est tout autre : comment créer une société nouvelle d'où seraient exclues la domination institutionnalisée de l'être humain sur l'être humain et l'idée qui en découle, de domination de la nature ? Cette interrogation-là nous conduira à une conclusion claire : ce n'est pas seulement l'idéologie de la croissance qu'il faut abandonner, c'est l'économie de marché elle-même »⁵⁰.

La logique capitaliste s'est aussi concrétisée par un urbanisme inexorable au détriment des zones rurales et de l'environnement selon Fotopoulos. Une conséquence majeure d'après cet auteur est l'expansion industrielle provoquant une désertification rurale et la pollution croissante des nappes phréatiques, fleuves ou rivières. On a pu observer aussi depuis quelques années l'extinction d'espèces animales ou végétales. L'homme bien sûr n'est pas épargné par le développement industriel intensifié depuis environ une cinquantaine d'année. La pollution a été reconnue comme responsable de maladies graves du fait des pratiques de l'industrie (rejets des fumées d'usine) ou de l'agriculture intensive (engrais, pesticides).

On peut malgré tout percevoir une légère prise de conscience des institutions occidentales quand au respect et à la durabilité de l'environnement. La protection de la nature est nécessaire inévitablement à la survie des économies modernes. Un concept a été inventé en 1987, celui du développement durable. Ce concept proposé par une commission des Nations Unies nommée « Our common future » avait officiellement pour but d'assurer la préservation de l'environnement, l'équité sociale tout en maintenant l'efficacité économique. Ce concept a été repris par différents mouvements écologistes que l'on qualifiera de réformistes, ONG et états occidentaux. La durabilité de notre environnement n'est pas concevable pour un auteur comme Fotopoulos s'il est inséré dans l'économie actuelle dominée par la recherche d'une plus grande productivité. Ainsi, le développement durable ou non est dangereux pour la faune, la flore et l'homme évidemment. Il s'apparenterait à l'idée d'un « capitalisme à visage humain ». Le terme de développement, propre à l'économie capitaliste, ne peut être durable, car les ressources naturelles exploitées par l'économie ne sont pas illimitées. Selon Fotopoulos, la quête de croissance est incompatible avec la préservation de notre biosphère. La persistance de l'homme et de son système capitaliste guidé par le profit et l'accumulation matérielle mènera la planète terre et l'humanité à sa destruction. On ne peut proposer un programme réellement écologique sans amener un questionnement sur le système économique et politique, ainsi que sur ses conséquences. Le projet d'une démocratie radicale dont les principes seront présentés par la suite, apparaît selon Bookchin inévitable. Il faut proposer une nouvelle éthique et des principes totalement différents de ceux existants. Ainsi qu'une critique nécessairement radicale des programmes politiques et économiques appliqués par les états influents et institutions internationales (FMI, OMC ou ONU) depuis leur avènement à la fin de la seconde guerre mondiale. Celles-ci prônent une agriculture industrielle intensive provoquant des rejets de dioxyde de carbone en masse, l'épuisement des sols fertiles et ressources en eau. L'action de l'homme sur la modification des rythmes naturels est acquise depuis une dizaine d'années, mais cette idée peine à être diffusée dans les grands médias à travers le monde. En outre, le réchauffement climatique reconnu par une majorité de scientifiques dans le monde a

été et sera encore à l'origine de catastrophes écologiques (ouragans, inondations, sécheresses...) et humanitaires (pauvreté, guerres, famines, déplacements de populations, virus...). Les denrées auparavant abondantes se faisant de plus en plus rares, des conflits éclatent déjà dans de nombreuses régions du monde et principalement l'Afrique. Dans les sociétés en processus d'occidentalisation on observe un exode rural massif vers des mégalo-poles déjà surpeuplées et très polluées.

Une interrogation face à ces problèmes est soulevée depuis une trentaine d'années par des intellectuels et militants sur les conséquences du développement. Le mouvement écologiste interroge profondément les fins poursuivies par nos sociétés. Ce qu'il remet en question, c'est l'impératif aveuglant qui commande tout. Cet impératif n'est ni le bonheur ni la liberté ou l'égalité, ces notions qui font bonne figure dans le préambule de quelques documents protocolaires. L'impératif autour duquel tout est ordonné, c'est l'expansion indéfinie, l'expansion de la production exprimée en termes presque exclusivement quantitatifs, bien sûr liés à la valorisation du capital. On peut faire un rappel assez exhaustif des enjeux écologiques : la déforestation, la biodiversité, déchets nucléaires dangereux, la pollution de l'air, les manipulations génétiques, etc. Malgré tout, un courant socialiste et écologique a émergé depuis une trentaine d'années. Celui-ci s'est construit en parallèle et en réponse aux politiques énergétiques et les dégâts faits par l'industrialisation (pollution, nucléaire). Il souhaite un changement radical des structures économiques et sociales actuelles. Ses auteurs posent l'établissement d'un nouveau paradigme de production et de distribution fondé sur la prise en compte des besoins sociaux et écologiques. En effet, l'abandon d'une économie basée sur le profit, l'accumulation sans fin de marchandises ne peut qu'améliorer l'avenir de l'humanité et de la biosphère selon les auteurs de ce mouvement. Ce courant prône une économie socialiste le plus possible en accord avec la nature. Ce mouvement démocratique radical et écologique est en train de naître (auteurs, partis, collectifs). Sa portée intellectuelle est relativement importante même si il n'est connu que de peu d'individus. Il s'oppose ainsi à la tendance écologiste dite réformiste souhaitant une économie de marché plus respectueuse des hommes et de l'environnement. Il se différencie du mouvement des Verts européens. Les Verts présentent des programmes pour les différentes élections nationales et européennes, où ils proposent uniquement la nécessité d'une réforme de l'économie libérale et non son abolition totale. Ceux-ci ne s'opposent pas à l'économie de croissance capitaliste et les institutions politiques. Ils ne remettent pas en cause les principes des économies et les conséquences graves pour l'homme, la faune et la flore.

Cependant, la critique faite par rapport à l'économie capitaliste et le mode de vie qu'elle engendre en occident principalement, peut apparaître ethnocentriste et être « donneur de leçon ». Les intellectuels et militants sont pour l'instant peut-être encore majoritairement occidentaux. Par exemple un concept comme celui de décroissance, est-il applicable à des régions du monde où une grande partie de la population éprouve beaucoup de difficultés à se soigner ou à se nourrir ? L'amélioration des modes de vie dans certaines régions du globe est parfois nécessaire. Malgré tout, les maux que connaissent des pays comme l'Inde ou la Chine ne sont-ils pas pour autant les signes déjà existants du développement capitaliste. Dans ces régions de plus d'un milliard d'êtres humains l'application du modèle de consommation occidental est dangereux. Des mégalo-poles gigantesques surpeuplées, urbanisées et déjà fortement polluées continuant de s'accroître devraient inquiéter nos concitoyens occidentaux (experts, hommes politiques...). Un tel discours critique envers les institutions capitalistes responsables des changements climatiques pourrait séduire des populations du « Sud » respectueuses de la terre que leurs ancêtres leur ont léguée.

Le positionnement critique des institutions dirigeantes et des partis écologistes face à la crise environnementale et ses solutions est en décalage avec celui d'auteurs radicaux comme Castoriadis. Le développement économique et ses croyances (croissance illimitée, progrès technologique...) sont rarement discutés ou partiellement. Une réflexion sur la position des partis d'extrême gauche semble nécessaire quand aux modalités d'une réponse à la crise souvent évoquée par ceux-ci et dans le projet d'une démocratie générale autonome.

2. Critique de la gauche alter mondialiste : l'impasse réformiste

La conceptualisation d'une démocratie radicale nécessite une évaluation des positions de la gauche autoproclamée

révolutionnaire. Fotopoulos critique les illusions des divers mouvements actuels de la contestation, qu'ils se rattachent à une stratégie Â« altermondialiste Â» condamnée selon lui au réformisme, ou à des pratiques alternatives centrées sur les modifications du style de vie. Il pose la question politique du renouvellement du projet de transformation de la société. Que celui-ci puisse et doive se définir comme un projet de démocratie générale ou totale, c'est-à-dire d'une extension du principe démocratique à l'ensemble de la société, cela commence à ne plus faire de doutes. Des partis, collectifs et syndicats situés politiquement à l'extrême gauche dénoncent depuis maintenant près de dix ans les conséquences de la mondialisation d'un point de vu local, national ou international. Selon les économistes et militants d'associations Â« alter mondialistes Â», il y a une inégalité structurelle dans les échanges marchands internationaux, faussant le commerce et la répartition des richesses. Des associations comme ATTAC accusent les institutions internationales que ce soit l'OMC ou le FMI d'imposer de façon indirecte ou non un endettement à des états en voie de développement. Ces pays se retrouvent en effet souvent endetté sur plusieurs dizaines d'années. Les ONG et collectifs alter mondialistes dénoncent en général un phénomène de Â« spirale Â». Les états doivent rembourser en plus du prêt souvent très important des intérêts très lourds. Les victimes du système économique mondiale sont d'après eux les populations des pays du Â« Sud Â» avant celles qualifiées d'exclues (chômeurs, Sans Domicile Fixe...) dans les pays d'Europe ou d'Amérique du nord. Ils militent depuis un dizaine d'année pour une mondialisation plus juste basée sur un commerce plus équitable. Fotopoulos explique que la Â« société civile Â» ou l'ensemble des réseaux ne dépendant pas de l'Etat comme les syndicats et mouvements civiques entre autres, développe un discours étatiste et réformiste. En effet, les solutions proposées par les penseurs et militants de tendance social-démocrate (théories de l'école d'Habermas) ou éco-socialiste de ce courant, sont pour une grande intervention des Etats. Il pense que la théorie de la Â« société civile Â» est Â« utopique parce qu'elle entre en tension avec l'économie de marché internationalisée Â»⁵¹. L'Etat est selon lui capable d'annihiler cette Â« société civile Â», les syndicats en Angleterre ou aux Etats-Unis ont été par exemple démantelés durant les années de forte privatisation des services publics sous le gouvernement Thatcher. Ainsi pour Fotopoulos, face à une économie internationalisée la nécessité de compétitivité est dépendante d'une faible syndicalisation. S'ils voulaient proposer un projet réaliste et non utopique, d'après lui ceux qui constituent la Â« société civile Â» devraient remettre en cause l'ensemble des institutions (économie de marché, Etat) et les valeurs constitutives du système dominant qu'est l'économie de marché. L'ensemble des éléments de la mouvance Â« alter mondialiste Â» ne remet pas en question non plus la notion de croissance, en tout cas officiellement. L'association déjà citée ATTAC par exemple estime nécessaire qu'il faut une croissance forte pour résorber le chômage et résoudre la crise sociale dans les pays occidentaux. Ainsi une association classée à l'extrême gauche se retrouve sur une même position que les grands partis sociaux-démocrates et libéraux. Même si parfois cette position s'accompagne d'une volonté affirmée d'une meilleure répartition des retombées de celle-ci. Cette signification imaginaire sociale que Castoriadis définit comme Â« la croissance illimitée de la production et des forces productives qui est de fait le but central de la vie humaine Â»⁵² ou encore la diffusion sans limite de la Â« domination rationnelle Â»⁵³. Takis Fotopoulos renchérit : Â« L'économie de croissance a déjà créé une société de croissance, dont les principales caractéristiques sont le consumérisme, la vie privée, l'aliénation et leur résultat, la désintégration des liens sociaux. La société de croissance conduit inexorablement à une Â« non société »⁵⁴. Cette non société s'associe à une détérioration systématique et inévitable de l'environnement. Ainsi tant que la logique internationale de marché ne sera pas démontée et diffusée vers la majorité des citoyens les pratiques citoyennes réformistes n'auront que peu d'effets sur la dégradation des économies, environnements...engendrées par la compétition, croissance, et la surproduction industrielle.

Le projet exposé dans cette dernière partie à travers les origines politiques du fondateur de Â« socialisme ou barbarie Â», de Takis Fotopoulos et Murray Bookchin s'affirmant plus clairement comme libertaire, peut être qualifié de socialiste car se refusant de l'héritage soviétique (bureaucratie et étatismes autoritaires), et libertaire par anti-étatisme et anti-capitalisme.

B Vers une démocratie radicale et écologique

1. Des Institutions politiques populaires

La critique d'un système représentatif dit oligarchique passe par l'institution de la démocratie directe. Ce processus de délibération et de décision implique une autre institution que l'état. Sur le modèle de la démocratie grecque, Castoriadis organiserait le politique autour du démos. Le pouvoir du démos ne connaît pas de limitation en matière de désignation des magistrats par élection, tirage au sort ou rotation. En effet, le principe d'autolimitation fait parti du projet d'autonomie. Un système politique construit par le peuple aurait pour qualité de fixer ses propres limites (normes, interdits...) et non de suivre ou reproduire des schémas déjà établis. Les lois divines hétéronomes s'opposent à tout projet réellement autonome et radicalement démocratique. La Raison doit être le vecteur d'une société d'individus s'autogouvernant sur le modèle de la cité athénienne.

Inévitablement, un ensemble d'êtres autonomes est à la base de tout projet alternatif. à une organisation de type étatique et où règne la représentation dans les différentes instances décisionnelles.

Le principe de la démocratie énonce, non pas seulement que le peuple est souverain, mais plus spécifiquement, que nul n'est contraint à respecter des lois et des institutions qu'il ou elle ne contribue pas directement à élaborer, ce qui est une définition acceptable de la liberté et implique l'égalité politique et économique d'après Fotopoulos. Le problème posé par la dimension des sociétés modernes sera résolu par les moyens de la technique, des réseaux électroniques connectant les « assemblées démocratiques » populaires au niveau régional ou confédéral selon Fotopoulos. Dans ces conditions, tous les individus partageant le pouvoir à égalité et participant au processus de décision, il ne peut y avoir « aucun conflit entre démocratie et liberté de l'individu ». De même, la plupart des droits de l'homme étant des droits contre l'État, le problème de ces droits ne se pose pas, la démocratie directe étant non étatiste.

D'après Fotopoulos, il faut partir du niveau local pour changer la société. « Ainsi comprise, la politique n'est plus une technique pour détenir le pouvoir et l'exercer, mais redevient l'autogestion de la société par ses membres »⁵⁵. L'agir local constitue même une voie de solution des impasses globales. Ainsi se présenter aux élections locales donnerait la possibilité de commencer à changer la société par en bas. C'est la seule stratégie démocratique, contrairement aux méthodes étatistes (qui se proposent de changer la société par en haut en s'emparant du pouvoir d'Etat) et aux approches dites de la société civile (qui ne visent pas du tout à changer le système). La prise de conscience des contradictions globales suscite un agir local qui introduit le processus de changement. Dans ce sens, Murray Bookchin propose à travers le concept de « municipalisme libertaire » de participer aux élections municipales. Ce qui paraît a priori contraire aux principes de l'anarchie rejetant toute participation aux procédures institutionnelles.

Le problème le plus important est évidemment de rassembler derrière ce projet le plus grand nombre possible d'individus. Pour Fotopoulos, tout projet politique de libération global doit être fait avec le peuple et son soutien actif.

Pour l'auteur de « Vers une démocratie générale » : « le grand problème d'une politique d'émancipation, c'est de trouver comment unir tous les groupes sociaux qui forment la base potentielle du nouveau sujet de la libération, comment les rassembler autour d'une vision du monde commune, d'un paradigme commun désignant clairement les structures actuelles qui ne cessent de concentrer le pouvoir à tous les niveaux, et les systèmes de valeurs qui leur correspondent, comme la cause ultime de la crise multidimensionnelle en cours »⁵⁶. Il faut que « les diverses catégories qui constituent le nouveau sujet de la libération puissent devenir, ensemble, le catalyseur d'une nouvelle organisation sociale, qui réintégrera la société dans la politique, dans l'économie et dans la nature »⁵⁷. Si on le suit, la démocratie générale serait ainsi le fruit d'une dialectique entre le changement des institutions et celui des hommes, c'est-à-dire l'autonomie : « Mais, en dernière analyse, conclut-il, seule la *paideia* peut vraiment garantir la pratique démocratique »⁵⁸. Ce concept explicité dans la première partie avec Castoriadis, est l'élément principal d'une éducation nouvelle qui aura pour tâche de fabriquer un homme nouveau capable d'imaginer et d'agir pour l'avènement d'une démocratie générale, une société autonome impliquant et nécessitant des individus autonomes. Ceux-ci retrouveraient le sens du bien commun, ce qui les relie au de là de leur appartenance à une circonscription administrative particulière. Ils reprendraient goût à ce que peut désirer et faire une communauté d'individus.

Dans une démocratie directe actuellement, les grands débats (euthanasie, peine de mort...) autant que les problèmes (décharge municipale, construction d'autoroutes...) liés au développement urbain sont le lieu de débats institutionnalisés. Ils sont organisés par des élus, où sont conviés des experts (ingénieurs, économistes...). Les citoyens y sont conviés pour discuter et donner leur avis. L'aspect démocratique est relatif car ces derniers ont difficilement la possibilité d'obtenir des informations sur les projets et d'agir sur les choix définitifs. Une nouvelle organisation réellement démocratique devrait permettre l'expression du plus grand nombre. La fin de l'état centralisé pour un ensemble de fédérations, amènerait là une diminution de la taille des circonscriptions administratives. Ce qui donnerait la possibilité d'organiser une vie politique à travers des parlements où siègeraient les mandatés. Le projet de démocratie générale prend acte de ce que les différents champs où peut se déployer une activité individuelle ou collective autonome sont inséparables. La vie publique englobe tous les domaines de l'activité humaine où il est possible de prendre les décisions collectivement et démocratiquement, et elle comprend donc indissociablement le champ politique d'exercice du pouvoir, le champ économique, le champ social (travail, enseignement, culture) et le champ écologique des rapports entre le monde naturel et le monde social.

L'idée d'une vraie démocratie ou société autonome, est incompatible avec des institutions centralisées, oligarchiques et bureaucratiques. Ainsi toute hiérarchie politique (partis, experts...) et économique serait abandonnée pour une plus grande démocratie où règnerait en théorie une plus grande égalité dans les rapports sociaux, économiques et politiques. Castoriadis ou Fotopoulos, expliquent face aux critiques légitimes sur la taille des états modernes, qu'un projet de démocratie directe et écologique a prévu de se réaliser dans des circonscriptions plus petites. Le dèmos serait l'unité sociale et économique de base de la future société démocratique. Ainsi, la démocratie généralisée suppose une confédération de dèmoi (peuple), c'est-à-dire de petites unités homogènes de 30 000 habitants environ. Ce chiffre permet, selon Fotopoulos, de satisfaire localement la plupart des besoins essentiels : « Il faudra probablement morceler en plusieurs dèmoi de nombreuses villes modernes étant donné leur gigantisme »⁵⁹. Les grandes villes modernes occidentales étant généralement peuplées de plusieurs centaines de milliers d'habitants. Le projet d'autonomie de Castoriadis, s'est inspiré aussi des conseils mis en place dans les révolutions ouvrières comme lors de la commune de Paris en 1871 ou la révolution hongroise de 1956. Le système de gestion collective des activités sociales par le pouvoir des conseils implique la démocratie directe, donc l'effectivité à tous les niveaux des principes de délégation, de révocabilité et une décentralisation maximale. Le pouvoir universel des conseils, chez Castoriadis, s'inscrit dans une articulation latérale et verticale claire et compréhensible des conseils et des assemblées (où siègent les délégués) qui s'intègrent en un réseau devenant l'Etat et le pouvoir de la société socialiste. Il a maintenu tout au long de son oeuvre, la validité de principe de cette organisation sociopolitique conseilliste, pensée dans la perspective d'une véritable efficacité démocratique. Ainsi il a toujours été question de gestion collective de la société, en opposition à l'organisation capitaliste élitiste. Par le pouvoir universel des conseils, ce projet est devenu l'ensemble de la population⁶⁰. Ensuite, l'idée d'autonomie serait inscrite dans son fonctionnement. Cette nouvelle organisation politique pourrait être, par exemple, « une confédération de groupes autonomes (aux niveaux régional, continental et mondial) oeuvrant à la mutation démocratique de leurs communautés respectives »⁶¹. Ce système appartiendrait à la globalité fédéraliste et au réseau de conseils. De ce fait une communauté mondiale de fédérations remplacerait la multiplicité des états.

Des divisions politiques plus restreintes sont nécessaires pour l'existence d'individus autonomes. Tous les postes élus doivent être révocables comme les magistrats dans la « démocratie » grecque : « Toute irrévocabilité, même limitée dans le temps, tend logiquement et réellement à autonomiser le pouvoir des élus »⁶² Le pouvoir est partagé à égalité entre tous les citoyens, c'est-à-dire « tous les résidents d'une aire géographique distincte et constituant une unité démographique viable, qui ont atteint l'âge de raison [...] sans distinction de sexe, d'ethnie ou de culture »⁶³. Ceux-ci constituent le corps civique, lequel peut déléguer son autorité selon des mandats spécifiés, pour l'accomplissement de tâches spécifiques, par tirage au sort sur base de rotation, et révocables à tout moment, ce qui permet d'éviter la concentration du pouvoir aux mains de prétendus experts. Le corps des citoyens d'une zone géographique donnée, répartis en assemblées populaires des dèmoi ou circonscriptions territoriales (ville et villages environnants, voire quartiers de grande ville, etc.) y élisent des délégués révocables munis de mandats précis, « dans le seul but de coordonner et d'administrer les politiques formulées par les assemblées elles-mêmes. Leur fonction est donc purement administrative et pratique, ce n'est pas une fonction

de prise de décision politique. La démocratie directe empêche la confiscation de la parole de tous au profit d'un seul ou de quelques uns : le porte-parole ou le délégué n'est effectivement que le porteur, le vecteur de la parole des autres. La délégation dans le système de démocratie directe n'engendre donc pas de prise de pouvoir : non seulement le mandat est constamment soumis au contrôle de ses mandants, mais encore sa délégation est limitée dans le temps et dans son objet. Pour éviter toute amorce de création d'un corps de délégués spécialistes, la démocratie directe veille à ce que chacun puisse être à même de porter à tour de rôle la parole des autres, encourage la prise de responsabilité (alors que la démocratie bourgeoise pousse le citoyen à la décharge et à la déresponsabilisation pour le plus grand bénéfice des oligarques). Chacun, en démocratie directe, est donc responsable de tous et inversement. L'appropriation du pouvoir par une élite, des experts... institutionnalisée n'a pour résultat que d'éloigner les citoyens des questions politiques.

2. Des institutions économiques démocratiques

Le projet d'autonomie dans le champ économique doit être approfondi. Partant de la critique du système économique actuellement dominant (argent, marchés, profits, croissance) et dans le prolongement de la théorie des conseils ouvriers, Fotopoulos propose que toutes les décisions macro-économiques soient prises par le corps des citoyens et les décisions micro-économiques par les unités de production ou de consommation. L'aliénation est une notion associée au capitalisme libéral ou au socialisme bureaucratique par les auteurs étudiés dans ce travail. Elle est induite dans l'ensemble des rapports socio-économiques. Castoriadis et un auteur plus explicitement libertaires comme Bookchin considèrent la société capitaliste en inadéquation avec l'idée de liberté, et plutôt comme symbolisant la coercition, la domination économique et politique. L'ensemble des moyens de production est détenu par une petite partie de la population excluant toute possibilité d'action des travailleurs. La répartition des richesses produites, ainsi que les salaires déduits de celles-ci, est inégale. L'alternative à l'organisation économique globalisée est la relocalisation des structures de production.

En conséquence, l'objectif du nouveau projet de libération ne doit pas être l'abolition des seuls rapports de propriété capitalistes, mais l'abolition de l'économie de marché elle-même. Les rapports de production capitaliste existant dans les deux grands projets soviétiques socialiste et libéraux, leur divergence s'est faite dans l'allocation des ressources. Le marché était opposé à la planification socialiste. Mais, explique Fotopoulos ils se rejoignent sur leur dynamique de croissance et l'organisation étatique encadrant l'économie dans les deux cas. Pour lui, la grande caractéristique du modèle proposé, qui le différencie aussi des modèles de la planification socialiste, est la suivante : il présuppose explicitement une économie sans état, sans argent et sans marché, qui exclut d'emblée l'accumulation privée de richesse et l'institutionnalisation de privilèges pour certaines composantes de la société - et cela sans faire l'hypothèse d'un état mythique d'abondance et sans sacrifier la liberté de choix. La démocratie directe est à la fois pourrait-on dire la solution des contradictions économiques et politiques. Cette autorité du peuple dans le champ économique constitue le fondement de la démocratie générale, en particulier politique. Elle assure la propriété du peuple et rend impossible toute accumulation individuelle de capital. Renvoyant classiquement à des assemblées de citoyens chargés de concevoir la forme concrète d'une économie générale (comme le faisaient au XIXème siècle les anarchistes et Marx lui-même), le projet est évoqué de façon suffisamment précise pour laisser entrevoir une économie sans État, sans argent et sans marché.

Le type de société idéal imaginé par Fotopoulos implique, l'indépendance économique locale, permettant le contrôle direct de l'économie par la société. Elle permettrait de plus, d'inverser le processus de surproduction et de surconsommation qui est l'effet principal de l'économie de croissance. Elle assurerait en outre une décentralisation indépendante fondée sur l'interdépendance horizontale des démoi. Il faut axer l'organisation sur l'horizontalité plutôt que la verticalité symbole du capitalisme. Ainsi pour Fotopoulos, les besoins essentiels étant autant que possible couverts localement seraient assurés par les échanges entre démoi. Ils seraient contrôlés par ceux-ci, au sein d'une confédération, et non d'un marché. Les démoi, unités politico-économiques de base, doivent être d'une taille autorisant la démocratie directe, c'est-à-dire la possibilité concrète de prendre les décisions en assemblées générales. Contrairement aux idées reçues, la taille n'est pas un déterminant

exclusif ni même décisif de la viabilité économique Â»73. Le projet d'autonomie prôné par Castoriadis, inclus aussi la fin de l'économie capitaliste. L'économie capitaliste et l'idéologie libérale qui la soutient, ont organisés une société d'abondance de biens et services. Le capitalisme vit grâce aux flux permanent de richesses et à une consommation sans limite des individus pour l'instant majoritairement occidental. Il crée selon Castoriadis des besoins, donc artificiels, qui éloignent les être humains de la politique au sens de la vie de la cité. Cette économie répandue à présent dans la majeure partie du monde est hétéronome. En ceci que les travailleurs et les individus n'ont pas prise sur la production des richesses et leur vie en général.

Castoriadis et Fotopoulos ont été influencés par différents auteurs et courants idéologiques. Les pistes proposées sont issues des théories socialistes et libertaires du XIXème siècle. Cette société en réseau serait construite sur un mode décentralisé. Un projet qui pourrait apparaître à première vue Â« irréaliste Â» dans une économie mondialisée basée sur l'interdépendance des économies nationales. Des disparités géographiques, objecteront les opposants à ce projet, par rapport aux richesses naturelles par exemple, peuvent amener des inégalités dans le cadre d'une économie de compétition. La solidarité et la coopération dans ce cas peuvent être une réponse.

Le projet d'autonomie d'un point de vu économique doit se concrétiser par une organisation autonome de la production. Castoriadis a critiqué la hiérarchie dans la production capitaliste qu'elle soit soviétique ou occidentale. Aucune place, ou très infime, n'est laissée à l'initiative des travailleurs dans les usines capitalistes. La rationalité prônée par le bureau des méthodes dans ces entreprises considère la hiérarchie comme gage d'une plus grande productivité. Dans une société dite autonome, l'organisation économique et productive se ferait sur le mode du réseau de conseils ouvriers. Le principe premier serait premièrement de redonner un rôle principal à l'ouvrier dans la production des biens et services.

Le rêve d'un monde communiste étatique ayant dégénéré sous une forme totalitaire, selon Hannah Arendt, le socialisme semble être devenu une utopie. Dans nos sociétés occidentales, toute utopie ou réalisation collectiviste étant assimilée généralement à ce qui s'est réalisé au début du XXème siècle en URSS (répression policière, goulags, bureaucratie autoritaire...) et ce qui se perpétue dans quelques pays comme la Corée du nord. La critique, légitime sur de nombreux points, apportée au projet socialiste sous l'ère soviétique ne peut être une raison pour rejeter tout projet radicalement opposé au système capitaliste étatique actuel. Au contraire il faut observer et analyser ce qui a été réalisé sous l'ère soviétique. Précédant la mise en place du pouvoir bolchevik, les soviets ont organisés une gestion populaire des usines et moyens de production.

Les soviets ont proposé en Russie dès 1905, d'organiser la production à partir de la base des travailleurs. Les courants socialistes radicaux et libertaires revendiquent la possession collective par les travailleurs des unités et moyens de production. Ils rejettent de ce fait l'idée que ceux-ci appartiennent à un individu ou un groupe extérieur particulier. Ceci n'ayant aucune légitimité du fait qu'ils ne soient pas premièrement élus par les travailleurs. Le conseil devrait avoir la possession et la gestion des outils de production de biens ou services. Les situationnistes ont montré un intérêt certain pour le conseilisme pratiqué en Russie jusqu'en 1917 ou en Hongrie durant l'insurrection ouvrière de 1956 par exemple. Celle-ci a été réprimée par l'armée soviétique. A cette époque la Hongrie appartenait au bloc socialiste. Un ouvrier témoigne de cette aventure de l'autonomie ouvrière malgré tout assez courte, n'ayant duré que quelques semaines :

Â« Le conseil ouvrier ainsi élu comprenait 25 membres environ. Chaque département de l'usine en avait élu deux ou trois. Ceux qui venaient des ateliers étaient tous des manuels, ceux qui représentaient les bureaux étaient des employés. Au total, 19 des membres du conseil étaient des manuels. Nous l'avons considéré comme conseil provisoire, car des 3.000 travailleurs, n'étaient présents que 800. Â»74

Le principe des soviets a intéressé le groupe situationniste au début des années 60. Celui-ci initié par l'écrivain et cinéaste français Guy Debord a admis dans son programme révolutionnaire contre la société spectaculaire, la

nécessité pour les travailleurs de s'organiser. L'organisation conseilliste ouvrière inspirée des soviets russes devait être un moyen de lutte et la base d'une société non capitaliste. Le but était l'autogestion économique pour l'ensemble des travailleurs des sociétés industrialisées. A cette époque les pays dits du « tiers monde » qu'ils aient été colonisés ou non, n'en étaient en majorité qu'au début du processus de développement industriel capitaliste. L'auteur René Riesel, membre de ce groupe, propose une définition du conseil ouvrier adoptée par la 7e Conférence de l'Internationale situationniste en 1967 :

« Considérant que le seul but d'une organisation révolutionnaire est l'abolition des classes existantes par une voie qui n'entraîne pas une nouvelle division de la société, nous qualifions de révolutionnaire toute organisation qui poursuit avec conséquence la réalisation internationale du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers, tel qu'il a été esquissé par l'expérience des révolutions prolétariennes de ce siècle. Une telle organisation présente une critique unitaire du monde, ou n'est rien. Par critique unitaire, nous entendons une critique prononcée globalement contre toutes les zones géographiques où sont installées diverses formes de pouvoir séparés socio-économiques, et aussi prononcée globalement contre tous les aspects de la vie. Une telle organisation reconnaît le commencement et la fin de son programme dans la décolonisation totale de la vie quotidienne ; elle ne vise donc pas l'autogestion du monde existant par les masses, mais sa transformation ininterrompue. Elle porte la critique radicale de l'économie politique, le dépassement de la marchandise et du salariat. »⁷⁵ L'autogestion exige la coopération entre ceux qui possèdent un savoir ou une compétence particulière, et ceux qui assument le travail productif au sens strict. Elle est totalement incompatible avec une séparation de ces deux catégories. Ce texte rappelle que ce n'est que si une telle coopération s'instaure, que ce savoir et cette compétence pourront être pleinement utilisés ; tandis que, aujourd'hui, ils ne sont utilisés que pour une petite partie, puisque ceux qui les possèdent sont confinés à des tâches limitées, étroitement circonscrites par la division du travail à l'intérieur de l'appareil de direction. Surtout, seule cette coopération peut assurer que savoir et compétence seront mis effectivement au service de la collectivité, et non pas à des fins particulières. La suppression de la hiérarchie des salaires est donc le seul moyen d'orienter la production d'après les besoins de la collectivité, d'éliminer la lutte de tous contre tous et la mentalité économique, et de permettre la participation intéressée, au vrai sens du terme, de tous les hommes et de toutes les femmes à la gestion des affaires de la collectivité. Elle pose donc la question du salariat comme contrat de travail capitaliste auquel une alternative est possible. L'analyse critique des situationnistes se rapproche de celle de Castoriadis logiquement. En effet, ce dernier a été proche intellectuellement et humainement de Guy Debord durant les années 60.

La période de l'après guerre a été le lieu d'une remise en cause intense et radicale sur le fond (Castoriadis, Guy Debord...) et la forme (tentatives de gestions ouvrières en Europe), de l'organisation et de l'idéologie capitaliste. La critique faite par Castoriadis du mode de production capitaliste, organisation scientifique et hiérarchisée, pour justifier une nouvelle organisation ouvrière est-elle discutable à présent ?

Le capitalisme moderne et son idéologie ont modifié l'organisation dans certaines entreprises explique Luc Boltanski dans « Le nouvel esprit du capitalisme ». Celle-ci se veut plus horizontale et s'articule en réseaux. L'entreprise capitaliste actuelle se distingue de l'ancienne à travers le concept de projets. Une volonté de décentralisation est née de la critique faite par certains philosophes et économistes comme Castoriadis, de la réification des ouvriers dans les usines. Dans le nouveau management les travailleurs ne doivent plus être cantonnés à une seule tâche. La division du travail de type taylorienne et la spécialisation des employés, a été sensiblement modifiée. Les managers ou chefs d'entreprise ont imaginé qu'une participation plus grande des employeurs, améliorerait les relations au sein de l'entreprise ainsi que la rentabilité de celle-ci. Une plus grande dynamique avec des individus devenus plus individualisés et indépendants que l'on voudrait plus autonomes réalisant des « projets », aurait des conséquences positives pour la vigueur et la dynamique économiques de l'entreprise. L'auteur du « Nouvel esprit du capitalisme » bouleverse cependant le projet d'autonomie « castoriadisien ». Ce dernier semble dépassé par l'adaptation rapide de l'économie capitaliste. Boltanski explique comment le capitalisme a su récupérer les critiques faites par les intellectuels et mouvements d'extrême gauche, voir les situationnistes de Guy Debord.

Malgré la relative récupération par l'économie capitaliste de la critique des militants et intellectuels, les tenants et

aboutissants de cette économie ne sont pourtant pas abolis. En effet, les aspects aliénants de la course à la compétitivité, la rentabilité à court terme et le stress que cela implique chez les travailleurs individualisés existent encore. La division du travail d'inspiration taylorienne est encore présente dans un grand nombre d'entreprises. Cela prouve qu'il n'y a eu malgré tout qu'une simple transformation et adaptation du capitalisme. On a pu observer une importante complexification de l'organisation dans le capitalisme moderne. Ce qu'il faut noter et les textes de Castoriadis ou Fotopoulos le décrivent, l'actualisation du capitalisme ne fait que voiler ou tenter d'atténuer sa logique encore présente. L'idéologie de croissance illimitée n'a pas été abandonnée. L'auto gestion, c'est-à-dire la possession des moyens de production, n'est pas la seule condition à l'émancipation des travailleurs. La dénonciation de l'inégale répartition des richesses instituée dans les structures économiques capitalistes doit être au centre d'un projet sociétale alternatif.

A présent nous allons nous arrêter sur les limites du projet d'une démocratie générale souhaitée par Castoriadis, Fotopoulos :

Partant de l'analyse d'une « crise multidimensionnelle » de la société, Fotopoulos développe l'idée que le projet de démocratie doit viser l'ensemble du champ social et ne pas se limiter au simple champ politique. Elle pourrait sembler novatrice, mais les partisans les plus conséquents de la démocratie directe ont toujours pensé ainsi. L'apport le plus important de Fotopoulos, pour le débat présent, nous semble plutôt se situer dans l'actualisation qu'il opère de la question démocratique, son idée de démocratie générale émanant principalement des réflexions de Castoriadis sur la démocratie et ses significations. Le projet de démocratie générale qu'il définit ne peut être une simple utopie. C'est pourquoi il part d'une analyse de la crise globale de la société actuelle dont il trouve la cause principale « dans l'organisation non démocratique de la société à tous les niveaux, la concentration du pouvoir aux mains de diverses élites étant à la base de tous les aspects de la crise. Et si l'on remonte à la source de cette concentration, on trouve l'instauration du système de l'économie de marché, avec l'économie de croissance qui en est résultée, et l'introduction parallèle de la « démocratie représentative ». De ce point de vue, si l'idée d'une « instauration d'un système » pour l'économie de marché paraît très discutable et semble assez insuffisante pour expliquer l'essor du capitalisme, Fotopoulos tente néanmoins de dépasser l'aspect économique de la critique de la « mondialisation » et d'élargir cette dernière au champ politique. Car il s'agit après tout d'une question de pouvoir.

Que celui-ci puisse et doive se définir comme un projet de démocratie générale ou totale, c'est-à-dire d'une extension du principe démocratique à l'ensemble de la société, cela commence à ne plus faire de doutes pour ceux qui désirent un changement révolutionnaire. Mais les questions de la modalité de ce changement, de la forme et du contenu d'une société réellement démocratique restent malgré tout ouvertes. C'est un défaut dans l'exposé critique de Fotopoulos de vouloir offrir, en conclusion, une sorte de méthode indiquant comment passer à la démocratie générale. Non que la question ne soit pas légitime, mais si, comme Fotopoulos le reconnaît, cette démocratie ne pourra naître que du jeu actuel des conflits qui secouent la société, il y a fort à parier que cette méthode se découvrira d'elle-même dans les diverses luttes qui chercheront à s'autonomiser, et certainement pas en dehors et préalablement à ces luttes. Ainsi, si l'argument fort de Fotopoulos est de soutenir qu'il ne peut y avoir de changement global de la société, seule condition pour réaliser véritablement la démocratie, sans une conscience globale de la société à changer, et par conséquent sans une théorie qui prenne en compte la totalité de la question, il présente toutefois une faille. Sa faiblesse est de poser une stratégie proprement idéaliste qui s'appuie moins sur les potentialités que ne manqueront pas de susciter les luttes présentes et à venir, que sur une hypothétique progression de la conscience démocratique du niveau local au niveau le plus général « paideia ». Ainsi, son appel à participer aux élections municipales pour faire connaître son programme de démocratie générale et pour commencer au niveau local quelques transformations peut paraître dérisoire. L'auteur Murray Bookchin, dans son ouvrage appelle lui aussi à la participation aux élections locales. Dans le but selon lui de faire connaître le projet d'une société libertaire basée sur des institutions autogérées (conseillisme, démocratie directe...) rompant avec le capitalisme et la démocratie représentative pour un « municipalisme libertaire ». La participation au fonctionnement des institutions délibératives représentatives apparaît contraire aux principes des thèses générales du courant libertaire « anti-électorale ». La mise en place d'une fédération mondiale de dèmos peut sembler La réinvention d'un projet démocratique révolutionnaire dépend largement de la compréhension critique, toujours plus

précise, de la situation historique présente ainsi que de ses enjeux. Fotopoulos présente de façon pertinente la nécessité de ce rapport à partir d'une analyse de ce qu'il nomme Â« crise multidimensionnelle Â» de notre société. Il ne suffira pas de se référer toujours à de vagues formulations comme Â« mondialisation Â», ou à l'indignation morale d'un nombre croissant de citoyens, pour saisir véritablement la portée et la profondeur de la crise à laquelle nous nous trouvons confrontés. Le problème politique actuel d'une démocratie déficiente s'inscrit dans le problème plus général d'une société qui se dérègle. De ce dérèglement il faut en trouver les causes dans le développement même de l'économie capitaliste qui a profondément modifié le tissu social. Il a transformé le rapport à la communauté à travers une incitation à l'individualisme égoïste et amenant à l'anomie. Le mode de vie, principalement urbain et salarial pour une grande majorité des individus en occident, moderne nous éloigne de l'idée d'autonomie individuelle et collective. Ainsi, l'individu semble Â« noyé Â» dans une société de masse où sa soi disante individualité s'exprime dans le choix du model de sa voiture ou de la marque de ses chaussures de sport. Il n'est plus capable, lui en donne-t-on l'envie, d'agir collectivement pour lutter contre la domination économique (multinationales, employeur) et politique (politiciens experts oligarques). Le statut de consommateur apathique qualifiant la majorité des citoyens d'après Castoriadis, est cependant parfois bouleversé par la participation à des manifestations citoyennes (anti-raciste, grève face aux projets de privatisation des services publics). Celles-ci ne remettent malheureusement jamais où très rarement en cause les fondements de la démocratie représentative oligarchique et la logique responsable de la modification statutaire de telle ou telle institution publique. L'idée d'autonomie a justement pour objectif une remise en cause permanente de ce qui guide tel ou tel société et ses institutions (économiques, culturelles et sociales). Ainsi d'après l'étude du projet d'autonomie, on peut saisir la volonté de ces auteurs de lutter contre une institution hétéronome comme la démocratie représentative. Celle-ci n'incite qu'à une critique parcellaire et réformiste et non globale. Ce qui semble évidemment logique, ses membres ont intérêt au maintien de ce système pour pouvoir conserver leurs mandats électoraux et leur appartenance à l'élite dirigeante.

Pour tenter d'exprimer le potentiel de réalisation d'une société autonome, on peut s'appuyer sur le passé du ou des peuples européens par exemple. Le contexte historique explique la forme Â« abâtardie Â» de la démocratie représentative qui a été instituée, mais c'est aussi cette histoire tumultueuse, ponctuée de révolutions politiques et sociales inachevées, qui explique la permanence des aspirations démocratiques dans la société. Dans le cadre de la crise généralisée, crise non seulement des institutions politiques, économiques et sociales, mais également des structures culturelles, des significations imaginaires, ces aspirations reviennent progressivement au jour pour tenter de répondre au dérèglement de la société. Qu'elles y parviennent dépend du jeu historique qui s'ouvre devant nous. Il est clair cependant que, si elles n'évoluent pas vers une conception générale ou totale de la démocratie, si elles ne saisissent pas qu'il en va d'un changement global de société, et non d'un quelconque réaménagement, si elles se refusent au conflit politique, elles laisseront alors le champ libre et l'initiative aux aspirations oligarchiques des élites en place.

Il importe donc de saisir et de faire connaître cet enjeu de différentes manières (livres, actions publiques..). Le renouvellement et la réactivation du projet révolutionnaire en dépendent. D'ores et déjà, il est possible que s'organise et se développe l'autonomie théorique et pratique de la critique révolutionnaire. Il s'agit de favoriser et de renforcer la constitution de groupes autonomes qui peuvent se retrouver sur la base d'accord d'un projet révolutionnaire de démocratie générale ou totale. Il est nécessaire également d'encourager l'action des luttes politiques et sociales lorsqu'elles aspirent, même imparfaitement, à cette démocratie, en rendant ces aspirations encore plus conscientes. Malgré l'organisation spectaculaire généralisée, cet idéal démocratique continue de traverser le cours de l'histoire. Il s'exprimait déjà sous des dénominations diverses au cours des siècles précédents : république communaliste, fédéralisme communal, démocratie sociale, démocratie directe, république des conseils, autogestion généralisée, etc. ; la dernière résurgence historique remarquable restant sans aucun doute le mouvement révolutionnaire de mai 1968 en France. Enraciné dans le plus profond de l'histoire de la modernité, il resurgira ainsi nécessairement comme un désir refoulé émerge à la conscience lorsque celle-ci est au désespoir. De fait cet héritage démocratique semble pouvoir être le moteur de l'utopie révolutionnaire de notre époque et du projet d'autonomie porté par Cornélius Castoriadis. Il n'évoque pas dans son travail les autres régions du monde et cultures. On ne peut d'après lui, appliquer un schéma politique, social et culturel à une autre époque et civilisation. Les conditions socio-historiques s'opposent de fait et logiquement à tout schéma pré-établi. L'évolution historique, les valeurs etc. ne créent pas

forcément un terrain propice aux institutions démocratique inspiré de celles de l'antiquité. Malgré tout, un projet politique peut s'inspirer de celui de l'autonomie par exemple, de ceux réalisés et qui ont plus ou moins réussis et perdurés.

On peut observer que Castoriadis s'est interrogé sur la validité du concept d'autonomie. Ce concept peut-il avoir une validité universelle où celle-ci est elle incluse de fait, préalablement ?

A propos de la validité du projet d'autonomie, elle se présente comme ayant une « validité de droit »⁷⁶. On peut distinguer « validité de fait » et de droit : la première est validité non questionnée de l'institué pour chaque société, la seconde est « méta catégorie que nous introduisons/acceptons dès que nous questionnons la validité de fait. »⁷⁷ Ainsi instaurer cette méta catégorie équivaut par rapport au projet d'autonomie, d'instaurer de la réflexion et de la délibération (pourquoi tel ou tel institution ?), c'est-à-dire la raison. La raison est présupposée, donc il n'existe pas de « fondement rationnel »⁷⁸ de l'attitude rationnelle. Gérard David nous dit que le projet d'autonomie est arrivé dans un phénomène socio-historique qu'est la naissance de la démocratie, de la politique, du questionnement de la loi, de la réflexivité illimitée et plus globalement l'avènement de la Raison. D'après Castoriadis, son projet peut être malgré tout « raisonnablement défendu, à partir de ses implications et de ses conséquences »⁷⁹ Il n'y a pas de réponse fondatrice au pourquoi de ce projet, Castoriadis nous explique que l'avènement de la Raison est la condition nécessaire. Celle-ci ne permet pas malgré tout, de faire des choix considérés comme ultime : « il n'y a pas de fondation rationnelle ultime »⁸⁰ Pour lui, la réussite du projet d'autonomie n'est pas assurée et G. David nous dit « qu'elle requiert une adhésion raisonnée et raisonnable, elle-même inséparable de l'investissement individuel et collectif de certaines significations, au premier rang desquelles la vérité et la liberté »⁸¹.

Ensuite la question de l'universalité du projet peut être discutée, la démocratie inventée par les grecs est-elle transposable à d'autres cultures extra occidentales ?

Les modes d'organisation social, politiques et économiques pratiqués dans les sociétés asiatiques, africaines ou sud américaines ne sont pas forcément interchangeables avec ceux initiés en occident. Le caractère universel de ce projet n'est pas attesté à première vue. Différents moyens sont imaginables pour rendre le modèle démocratique attrayant depuis l'occident (l'Europe et les Etats-Unis principalement) : la diffusion par différents médias (presse, diplomatie, culture...). Des moyens plus radicaux (guerre, manipulations politiques) ont été utilisés depuis plusieurs dizaines d'années. Après le 11 septembre 2001, le gouvernement américain de George W. Bush, pour lutter contre le terrorisme islamiste représenté par le groupe Al-Qaïda, a envahi l'Afghanistan puis l'Irak avec pour argument la légitime défense. Le second argument était de lutter contre « l'axe du mal » et d'instaurer par la force si nécessaire la démocratie au proche-orient. Le modèle démocratique représentatif étatique associé à une économie de marché était considéré d'après le gouvernement américain comme un régime modèle pour le monde entier et surtout le monde arabe. Ce « modèle » était capable d'instaurer la paix, la liberté, le dialogue et la prospérité matérielle d'après les théories développés par les dirigeants de la première puissance mondiale et les intellectuels constitués en « think tanks » qualifiés de néo conservateurs, proches de ces derniers. La démocratie directe dans une fédération mondiale, tel est le projet de démocratie générale, n'intéresserait peut être pas un citoyen rwandais ou colombien sous la forme proposée par Castoriadis ou Fotopoulos. On pourrait juger les projets d'autonomie ou démocratie générale d'« européocentrisme » et de prétentieux. Pourtant, les luttes populaires contre l'autorité étatique, parfois reconnue comme corrompue, ont existés durant les périodes de colonisation. Le type de société centralisée autour d'un état fort associé à une économie marchande a été importé durant la colonisation en Afrique par exemple. Différentes thèses ont été exposées sur ce sujet (ex : sociétés tribales post étatiques). Les élites au pouvoir dans le cas de gouvernements qualifiés de dictatoriaux, s'approprient le pouvoir politique et le maintiennent souvent de façon violente. Les richesses matérielles et privilèges divers sont de plus, souvent concentrés dans les mains d'une minorité au pouvoir. Celles-ci profitent aussi souvent aux proches de celui-ci (familles, amis,...). Des états occidentaux sont malgré la fin officielle du colonialisme encore présents et influents par l'entremise des multinationales souhaitant exploiter les richesses naturelles (Afrique, Asie ou Amérique du sud). Ces gouvernements soutiennent souvent des chefs d'état accusés de répressions envers toute opposition politique (homme politique,

journalistes.). Il y a une similitude entre la situation des pays du tiers monde (Afrique, Asie...) et celle d'occident. La dépossession des pouvoirs politiques et économiques du peuple pour une oligarchie y est aussi apparente selon Fotopoulos ou Castoriadis. La répression durant les manifestations dans les grandes villes européennes est en général moins violente que dans certains pays du monde. La concentration des pouvoirs est institutionnalisée et acceptée malgré tout par une majorité des citoyens en occident peut-être pour le moment. Elle se fait aussi souvent de façon moins grossière en occident. Dans ce cas le projet d'autonomie proposé par Cornélius Castoriadis, apparaît pertinent face à cette réalité mondiale. D'après G. David, le projet d'autonomie a une « valeur transsociale de droit qui repose sur l'universalité de la raison, de la démocratie, des significations imaginaires de liberté-égalité-justice, de l'autonomie »⁸² Il y aurait une sorte de potentialité de tout être humain-social à devenir une subjectivité réfléchissante et délibérante. Ce parallèle est fait dans le projet d'autonomie avec le potentiel de toute société à devenir autonome, capable de réfléchir et ensuite d'organiser la délibération. Castoriadis exprime, à travers ses nombreux ouvrages, l'idée que la Raison et la volonté de liberté politique sont inhérentes à toutes les cultures. On peut percevoir une pensée universalisante de la volonté d'autonomie et de liberté, c'est-à-dire au-delà toute les cultures et propres à celles-ci. Le projet d'autonomie pourrait faire sens d'après Castoriadis pour d'autres sujets dans d'autres cultures. Il exclut toute méthode violente pour la propagation de ce projet. Si dans des pays d'Asie ou d'Orient et d'anciens pays communistes d'Europe centrale la démocratie, au sens occidental d'un parlementarisme associé à un multipartisme, n'est pas partout assurée il y a eu des évolutions et des révolutions (ex le printemps de Pékin en 1989) depuis une vingtaine d'années.

Conclusion

Le projet d'une société autonome semblerait être une solution à la crise des différents systèmes : écologique, économique, politique. L'alternative aux institutions capitalistes et étatiques nécessite en effet d'après Cornélius Castoriadis, l'avènement d'une société autonome constituée d'individus autonomes. Ainsi, des individus autonomes instaureront des institutions libres et populaires et réciproquement. Depuis la Grèce antique, l'héritage démocratique s'est perpétué et les révolutions ou grèves générales nombreuses principalement en Europe ont prolongé la volonté de liberté individuelle et collective. Le projet de démocratie générale doit faire face à une société globalement dépolitisée. Mais ce qu'expliquent les auteurs comme Castoriadis, Fotopoulos ou Bookchin dans leurs ouvrages, c'est qu'une critique parcellaire n'est pas pertinente face au désastre social, économique et écologique en cours. Une perception réellement globale est nécessaire pour qu'une critique pertinente et radicale émerge chez les citoyens. La réussite de ce projet apparaît malgré tout aléatoire. Pour qu'émerge un nouvel imaginaire radical, terme cher à Castoriadis, il ne faudra pas attendre que l'imaginaire en place s'écroule de lui-même. Le seul patrimoine de luttes sociales (mai 68, la commune...) exposé par ce dernier dans les pays d'occident n'est évidemment pas suffisant. La misère sociale, économique etc. concernant une partie importante de la population dans de nombreux pays ne semble pas être ce qui pourrait mener à une révolte populaire majeure. En effet, le capitalisme moderne organise une société où chaque foyer quelque soit son statut socioéconomique peut obtenir relativement facilement un grand nombre des produits de grande consommation (télévision, voiture...). L'apathie, la dépolitisation et le confort matériel pour tous dans les grands ensembles urbains modernes sont corrélés même s'ils n'expliquent évidemment pas tout. Dans l'histoire les mouvements de masse populaires ayant réellement provoqué l'inquiétude des différents pouvoirs en place étaient dû généralement aux très mauvaises conditions de vie responsables d'épidémies très meurtrières, ou de famines. Les récits historiques rappellent que la répression était face à ces émeutes, d'une grande violence provoquant là encore de nombreux morts.

Les forts taux d'abstention récurrents dans les scrutins locaux ou nationaux n'ont faits qu'interpeller les élites politiques et intellectuelles. Les conditions pour qu'une élite détenant le pouvoir décide de se remettre en cause n'ont jamais été obtenues autrement que par des révolutions ou tentatives. La contre révolution après 1789 en France est le symbole d'une capacité récurrente des gouvernants à se maintenir malgré tout. Une critique de la structure oligarchique des différentes institutions comme cause majeure de la crise est encore assez logiquement évacuée. Celle-ci n'est encore proposée malheureusement que par une minorité agissante et souvent radicale. La question de

l'autonomie face au système en place est abordée pour une remise en cause de l'idéologie et des valeurs qui le soutiennent. Cette minorité d'Â« activistes Â» ne devrait que s'agrandir avec le temps face aux dangers qu'encourent les sociétés modernes.

BIBLIOGRAPHIE

Abensour (Miguel), Â« La démocratie contre l'Etat Â», Paris, éd. du Félin, collection Â« Les marches du temps Â», 2003.

Arendt (Hannah), Â« La condition de l'homme moderne Â», Paris, éd. Pocket, 1983.

Amiech (Mathieu) et Mattern (Julien), Â« Le cauchemar de Don Quichotte, sur l'impuissance de la jeunesse d'aujourd'hui Â», éd. Climats, 2004.

Boltanski (Luc) et Chiapello (Eve), Â« Le nouvel esprit du capitalisme Â», Paris, éd. Gallimard, 1999.

Bookchin (Murray), Â« Une société à refaire Â», Montréal, éd. Ecosociété, 1993.

Bookchin (Murray), From Urbanization to Cities, Londres, éd. Cassell, 1995.

Bourseiller (Christophe), Â« Histoire générale de l'ultra-gauche Â», Paris, éd. Denoël, 2003.

Castoriadis (Cornélius), Â« Une société à la dérive Â», Paris, éd. Seuil, 2005.

Castoriadis (Cornélius), Â« Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe 3 Â», L'époque du conformisme généralisé, Pouvoir, politique, autonomie, 1988 et L'idée de révolution, 1990, Paris, éd. Â« Points-Essais Â».

Castoriadis (Cornélius), Â« Domaines de l'homme, Les carrefours du labyrinthe 2 Â», Paris, éd. Seuil, coll. Â« Point-Essais Â», 1986.

Castoriadis (Cornélius), Â« Fait et à faire, Les carrefours du labyrinthe 5 Â», Autonomie : la politique, Aujourd'hui, Paris, éd. Seuil, coll. Â« La couleur des idées Â», 1996.

Castoriadis (Cornélius), Théorie et projet révolutionnaire, L'institution et l'imaginaire social, Â« L'institution imaginaire de la société Â», Paris, éd. du Seuil, Â« Point Essais Â» 1975.

Castoriadis (Cornélius) et Cohn-Bendit (Daniel), Â« De l'écologie à l'autonomie Â», Paris, éd. Seuil, 1981.

Castoriadis (Cornélius), Â« Autogestion et hiérarchie Â», <http://infokiosques.net/spip.php?ar...>

Castoriadis (Cornélius), Â« Une société à la dérive Â», Paris, éd. Seuil, Â« La couleur des idées Â», 2005.

David (Gérard), Â« Cornélius Castoriadis le projet d'autonomie Â», Paris, éd. Michalon, 2000.

David (Gérard), Â« La démocratie, mémoires et perspectives d'un projet politique Â», Paris, éd. Du Temps 1998.

Fotopoulos (Takis), Â« Vers une démocratie générale une démocratie directe, économique, écologique et sociale Â», Paris, éd. Seuil, 2002.

Manin (Bernard), Â« Principes du gouvernement représentatif Â», Paris, éd. Flammarion, 1996.

Orsoni (Claude) Â« Le monde moderne et la recherche de la démocratie Â», <http://refractions.plusloin.org>

Polanyi (Karl), Â« La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps Â», éd. Gallimard, Paris, 1ère éd. 1944 et trad. française, 1983.

Riesel (René), Â« Préliminaires sur les conseils et l'organisation conseilliste Â», extrait du n°11 de la revue Internationale situationniste (oct.1967), <http://infokiosques.net/spip.php?ar...>

Sciences de l'homme et sociétés, Â« Dossier : Castoriadis et le projet d'autonomie Â», n° 80 septembre 2005.

Sous la direction de C.- D. Echaudemaison, Â« Dictionnaire d'économie et de science sociales Â», Paris, éd. Nathan, 1996.

Sous la direction de Michael Lowy, Ecologie et socialisme, Paris, éd. Syllepse.

Stevens (Annick), Â« La démocratie vue par ses inventeurs Â» <http://refractions.plusloin.org/art...>

Témoignage de Ferenc Töke, l'un des anciens vice-présidents du Conseil Central Ouvrier du Grand Budapest, Â« Â» Ce que furent les conseils ouvriers hongrois ", revue Etudes (Bruxelles), n°3, 1960.

Notes

1 G. David, Cornélius Castoriadis le projet d'autonomie, p.19- 49.

2 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. Seuil, 2002.

3 M. Bookchin, Une société à refaire, Montréal, éd. écosociété, 1993.

4 C. Castoriadis, L'idée de révolution in Le monde morcelé, CL 3, p. 199.

5 op. cit., p.200.

6 Les rapports de production en Russie, Socialisme ou Barbarie n°2.

7 G. David, C. Castoriadis Le projet d'autonomie, Paris, éd. Michalon, 2001, p. 23.

8 Dict. d'économie et de science sociales, sous la direction de C-D Echaudemaison, éd. Nathan, 1989, Paris, 464 p.

9 C. Castoriadis, L'institution imaginaire de la société, Paris, éd. du Seuil, p. 88.

10 op. cit., p. 91.

11 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, éd. Seuil. Paris 2001, p. 8.

12 Dictionnaire d'économie et de sc. Sociales, éd. Nathan, Paris, 1996, p. 434.

13 G. David, Cornélius Castoriadis le projet d'autonomie, Paris, éd. Michalon,

14 op. cit., p. 29.

15 op. cit., p. 36.

16 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. Seuil, 2001, p. 84

17op. cit., p. 41.

18op. cit., p.47.

19 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. Seuil, 2001, p.8.

20op. cit., p.98.

21 Ibid, p.78.

22 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. Seuil, 2001, p 87.

23op.cit., p.87.

24 op. cit., p. 110.

25 op. cit. , p. 110.

26 G. David, Cornélius Castoriadis le projet d'autonomie, Paris, éd. Michalon, 2000, p.86.

27 Ibid, p. 86.

28 G. David, La démocratie, mémoires et perspectives d'un projet politique, Paris, éd. du Temps, 1998, p. 17.

29 op.cit., p. 18.

30G. David, La démocratie, Paris, éd. Du Temps, 1998, p. 17.

31C. Castoriadis, Â« Quelle démocratie ? Â» Figures du pensable, Les carrefours du labyrinthe IV, 1999, Ed. Seuil, Paris.

32 C. Castoriadis, L'institution imaginaire de la société, éd. p. 103.

33 C. Castoriadis, Â« Pouvoir, politique, autonomie Â», Le monde morcelé, CL 3, Paris, éd. du Seuil, p. 144.

34op. cit., p.145.

35 G. David, C. Castoriadis, Le projet d'autonomie, Paris, éd. Michalon, 2001, p. 77.

36 op. cit., p.81.

37 G. David, Cornélius Castoriadis le projet d'autonomie, éd. Michalon, Paris, 2000, p. 11.

38 op. cit., p. 12

39 ibid., p. 12

40 C. Castoriadis, Psychanalyse et politique, CL3, Paris, éd. Seuil,2000, p. 146.

41 A. Bévort, La démocratie ou l'art de l'action collective, <http://refractions.plusloin.org/art...>

42 op.cit.

43 Ibid.

44 C. Castoriadis, Fait et à faire, Les carrefours du labyrinthe, Paris, éd. du Seuil, 1997, p. 62.

45 Takis Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. Du Seuil, 2001, p. 183.

46 op.cit., p. 63.

47 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. du Seuil, 2002, p. 33.

48 G. David, Cornelius Castoriadis, le projet d'autonomie, Paris, éd. Michalon 2001, p.140

49 op. cit., p.161.

50 op. cit., p. 85.

51 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. du Seuil, 2002, p. 159.

52 C. Castoriadis, Carrefours du labyrinthe, t. 2 : Domaines de l'homme, coll. Â« points essais Â» 1999, p. 172.

53 op. cit. p. 173

54 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. du Seuil, 2001, p. 149.

55 op. cit., p.15.

56 op. cit. p.244.

57 ibid., p.244.

58 op. cit., p.196.

59 T. Fotopoulos., Vers une démocratie générale, Paris, éd. du Seuil, 2002, p. 215.

60 op. cit., p. 74.

61 op., p.243.

62 C. Castoriadis, Fait et à faire, les carrefours du labyrinthe V, Paris, éd. Seuil, 1997, p. 66.

63 T. Fotopoulos, Vers une démocratie générale, Paris, éd. du Seuil, 2002, p. 190.

64op.cit., p.195.

65op.cit., p. 203.

66 op. cit., p. 204.

67 op.cit., p. 23.

68 op.cit., p. 209

69 ibid., p. 209

70 op.cit., p. 212

71 op. cit., p. 214

72 ibid., p. 214.

73 op.cit, p. 215.

74 Ferenc Töke, Ce que furent les conseils ouvriers hongrois, revue Etudes, 1960.

75 R. Riesel, Préliminaires sur les conseils et l'organisation conseilliste, oct. 1967.

76 G. David, C. Castoriadis, le projet d'autonomie, Paris, éd. Michalon, 2001, p. 124.

77 op.cit., p.125.

78 Ibid, p.125.

79 Castoriadis, Â« Fait et à faire Â», Paris, éd. du Seuil, 1989, p. 48-49.

80 op.cit., p.127.

81 G. David, C. Castoriadis, le projet d'autonomie, Paris, éd. Michalon, 2001, p. 128.

82 op.cit., p. 129.